

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 97 — 434

[C - 97/27038]

16 JANVIER 1997. — Décret portant approbation de l'accord de coopération concernant la prévention et la gestion des déchets d'emballages (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article unique. L'accord de coopération concernant la prévention et la gestion des déchets d'emballages conclu à Bruxelles, le 30 mai 1996 entre le Gouvernement de la Région flamande, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et le Gouvernement de la Région wallonne est approuvé.

Namur, le 16 janvier 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,
M. LEBRUN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
B. ANSELME

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre wallon de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique, du Sport et des Relations internationales,
W. ANCIEN

Accord de coopération concernant la prévention et la gestion des déchets d'emballages

Vu la Directive du Conseil 75/442/CEE du 15 juillet 1975 relative aux déchets, modifiée par la Directive du Conseil 91/156/CEE du 18 mars 1991;

Vu la Directive du Parlement européen et du Conseil 94/62/CE du 20 décembre 1994 relative aux emballages et aux déchets d'emballages;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988 et notamment l'article 92bis, § 1er, et l'article 6, § 1er, II, 2° et par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat;

Vu le décret de juillet 1981 concernant la prévention et la gestion des déchets en Région flamande, du décret du 5 juillet 1985 relatif aux déchets en Région wallonne et de l'ordonnance relative à la prévention et à la gestion des déchets du 7 mars 1991 de la Région de Bruxelles-Capitale;

Considérant que les déchets d'emballages forment une partie importante des déchets générés sur le territoire belge et qu'il est essentiel que quiconque intervenant dans la production, l'utilisation, l'importation et la distribution de biens emballés prenne davantage conscience de la place des emballages dans la production de déchets et que, conformément au principe du "pollueur payeur", il accepte d'en assurer la responsabilité;

Considérant que la ou les tierces personnes de droit privé auxquelles les responsables de déchets d'emballages d'origine ménagère confient leurs obligations de reprise, accomplissent une mission de service public sous le contrôle des pouvoirs publics;

Considérant que, conformément aux stratégies de l'Union européenne et des Régions en matière de déchets, la gestion des déchets d'emballages comprend comme première priorité la prévention des déchets d'emballages et comme principes fondamentaux supplémentaires, la réutilisation des emballages, le recyclage et les autres formes de valorisation des déchets d'emballages et de cette façon, la réduction de l'élimination définitive des déchets;

Considérant qu'il est nécessaire que les trois Régions prennent ensemble des mesures concernant la prévention et la gestion des déchets d'emballages afin d'une part d'éviter ou de diminuer les effets sur l'environnement de tels déchets et d'assurer ainsi un niveau élevé de protection de l'environnement sans que, d'autre part, le cadre normatif général de l'union économique et de l'unité monétaire belge soit perturbé;

Considérant que seul un accord de coopération avec force de loi offre une garantie suffisante pour appliquer un règlement uniforme sur tout le territoire belge.

CHAPITRE Ier — Dispositions générales

Article 1^{er}. Le présent accord de coopération est d'application directe dans la Région de Bruxelles-Capitale, la Région flamande et la Région wallonne.

Sauf disposition contraire, le présent accord de coopération s'applique sans préjudice de l'application des législations régionales en vigueur relatives à la prévention et la gestion des déchets.

Le présent accord de coopération ne porte pas préjudice aux compétences communales ou d'agglomération en matière de salubrité et sécurité sur la voie publique.

(1) Session 1996-1997 :

Documents du Conseil 162 (1995-1996) n° 1 et 2.

Compte rendu intégral, séance publique du 15 janvier 1997.

Discussion. — Vote.

Le présent accord de coopération s'applique à l'enlèvement et au traitement des déchets d'emballages d'origine ménagère et des déchets d'emballages d'origine industrielle, sans préjudice de la possibilité pour les communes et l'agglomération bruxelloise de prendre, dans la sphère de leurs compétences respectives, des règlements complémentaires s'appliquant à la collecte des déchets d'emballages.

Art. 2. Pour l'application du présent accord de coopération, il faut entendre par :

1° "emballage" : tout produit constitué de matériaux de toute nature, destiné à contenir et à protéger des marchandises données, allant des matières premières aux produits finis, à permettre leur manutention et leur acheminement du producteur au consommateur ou à l'utilisateur, et à assurer leur présentation;

2° "emballage de vente ou emballage primaire" : tout emballage conçu de manière à constituer au point de vente une unité de vente pour l'utilisateur final ou le consommateur;

3° "emballage de groupage ou emballage secondaire" : tout emballage conçu de manière à constituer au point de vente un groupe d'un certain nombre d'unités de vente, qu'il soit vendu tel quel à l'utilisateur final ou au consommateur ou qu'il serve seulement à garnir les présentoirs au point de vente; ces emballages peuvent être enlevés du produit sans en modifier les caractéristiques;

4° "emballage de transport ou emballage tertiaire" : tout emballage conçu de manière à faciliter la manutention ou le transport d'un certain nombre d'unités de vente ou d'emballages de groupage en vue d'éviter les dommages liés à leur manipulation et à leur transport. L'emballage de transport ne comprend pas les conteneurs de transport routier, ferroviaire, maritime et aérien;

5° "déchets d'emballages" : tout emballage ou tout matériau d'emballage couvert par la définition de déchets figurant dans la directive du Conseil 75/442/CEE relative aux déchets, à l'exclusion des résidus de production d'emballages;

6° "déchets d'emballages d'origine ménagère" : les déchets d'emballages provenant de l'activité normale des ménages ainsi que les déchets d'emballages qui y sont assimilés. Les trois Gouvernements régionaux établissent une liste commune de déchets d'emballages assimilés aux déchets d'emballages ménagers;

7° "déchets d'emballages d'origine industrielle" : tout déchet d'emballages n'étant pas considéré comme déchets d'emballages d'origine ménagère;

8° "emballage réutilisable" : tout emballage destiné et conçu pour pouvoir accomplir pendant son cycle de vie un nombre minimum de trajets ou de rotations et être rempli à nouveau ou réutilisé pour un usage identique à celui pour lequel il a été conçu avec ou sans le recours à des produits auxiliaires présents sur le marché qui permettent le remplissage de l'emballage même; ledit emballage devient un déchet d'emballage lorsqu'il cesse d'être réutilisé;

9° "emballage perdu" : tout emballage n'étant pas un emballage réutilisable au sens du 8°;

10° "matériau d'emballage" : matière simple ou composée d'origine naturelle ou artificielle composant un emballage;

11° "prévention" : la réduction de la quantité et de la nocivité pour l'environnement :

a) des matières et substances utilisées dans les emballages et les déchets d'emballages;

b) des emballages et déchets d'emballages aux stades du procédé de production, de commercialisation, de distribution, d'utilisation, de valorisation et d'élimination, notamment par la mise au point de produits et techniques non-polluants.

12° "valorisation" : toute opération prévue à l'annexe IIB de la Directive du Conseil 75/442/CEE relative aux déchets;

13° "valorisation énergétique" : l'utilisation de déchets d'emballages combustibles en tant que moyen de production d'énergie, par incinération directe avec ou sans apport d'autres déchets, mais avec récupération de la chaleur;

14° "recyclage" : le retraitement dans un processus de production des déchets aux fins de leur fonction initiale ou à d'autres fins, y compris le recyclage organique, mais à l'exclusion de la valorisation énergétique;

15° "recyclage organique" : le traitement aérobie (compostage) ou anaérobie (biométhanisation), par des micro-organismes et dans des conditions contrôlées, des parties biodégradables des déchets d'emballages, avec production d'amendements organiques stabilisés ou de méthane. L'enfouissement en décharge ne peut être considéré comme une forme de recyclage organique;

16° "élimination" : toute opération prévue à l'annexe IIA de la Directive du Conseil 75/442/CEE relative aux déchets;

17° "collecte" : activité de ramassage, de tri avec ou sans le regroupement des déchets;

18° "obligation de reprise" : obligation mise à charge du responsable d'emballages d'atteindre, dans le cadre des objectifs fixés par le présent accord de coopération, les taux de valorisation et de recyclage inscrits à l'article 3, §§ 2 et 3 du présent accord de coopération;

19° "responsable d'emballages" :

a) toute personne qui a emballé ou fait emballer en Belgique des produits en vue ou lors de leur mise sur le marché belge;

b) dans le cas où les produits mis sur le marché belge n'ont pas été emballés en Belgique, l'importateur des produits emballés qui ne les consomme pas;

c) en ce qui concerne les déchets d'emballages d'origine industrielle provenant de produits qui ne sont pas emballés par une personne visée au a) et qui ne sont pas importés par une personne visée au b), le consommateur des produits emballés;

20° "vendeur" : toute personne qui présente, en vue de vendre, des matières emballées au consommateur en Belgique;

21° "détaillant" : la personne physique ou morale vendant au public des produits et des marchandises dans un ou plusieurs points dont la superficie de vente ou de consommation cumulée est inférieure ou égale à 200 m²;

22° "organisme agréé" : personne morale agréée conformément aux articles 9 et 10 du présent accord de coopération, qui prend à sa charge l'obligation de reprise incombant aux responsables d'emballages;

23° "Commission interrégionale de l'emballage" : commission visée à l'article 22 du présent accord de coopération, et chargée de certaines missions d'administration, de contrôle et d'avis dans le cadre du présent accord de coopération;

24° "administration régionale compétente" : en ce qui concerne la Région flamande, l'Openbare Afvalstoffenmaatschappij voor het Vlaamse Gewest; en ce qui concerne la Région wallonne, la Direction générale des ressources naturelles et de l'environnement du Ministère de la Région wallonne; en ce qui concerne la Région de Bruxelles-Capitale, l'Institut bruxellois de gestion de l'environnement;

25° "plan régional des déchets" : le ou les plans adoptés au niveau régional en exécution de l'article 7 de la Directive du Conseil 75/442/CEE relative aux déchets et de l'article 14 de la Directive 94/62/CE du Parlement européen et du Conseil relative aux emballages et aux déchets d'emballages.

Art. 3. § 1er. Le présent accord de coopération s'applique à tout emballage et déchet d'emballages de transport, de groupage et de vente et vise à :

- 1° prévenir ou diminuer la production ou la nocivité des déchets d'emballages;
- 2° garantir que la part des emballages réutilisables pour les mêmes biens commercialisés ne régresse pas par rapport à l'année précédente et garantir que le poids total des emballages perdus pour les mêmes biens commercialisés diminue par rapport à l'année précédente;
- 3° encourager la réutilisation, favoriser et si nécessaire imposer la valorisation et plus particulièrement le recyclage afin d'éviter ou de réduire l'incinération sans récupération d'énergie et la mise en décharge des déchets d'emballages;
- 4° obliger les responsables d'emballages, grâce à l'instauration d'une obligation de reprise, à supporter le coût réel et complet de la collecte, de la valorisation et de l'élimination des déchets d'emballages dans les limites et les modalités qui sont décrites dans cet accord de coopération;
- 5° instaurer et organiser une obligation d'information dans le chef des responsables d'emballages et des autres personnes concernées par la production, la commercialisation des biens emballés ou la reprise des déchets d'emballages.

§ 2. Les pourcentages globaux minimum de valorisation et de recyclage exprimés en pourcentage de poids par rapport au poids total des emballages perdus mis sur le marché en Belgique sont :

- pour l'année 1996 :
 - recyclage : 35 %
 - valorisation totale : 50 %
- pour l'année 1997 :
 - recyclage : 40 %
 - valorisation totale : 60 %
- pour l'année 1998 :
 - recyclage : 45 %
 - valorisation totale : 70 %
- pour l'année 1999 :
 - recyclage : 50 %
 - valorisation totale : 80 %

Ces pourcentages doivent être atteints dans chacune des Régions tant pour les déchets d'emballages d'origine ménagère que pour les déchets d'emballages d'origine industrielle.

Les pourcentages de recyclage et de valorisation totale devant être atteints se calculent conformément aux méthodes élaborées par la Commission interrégionale de l'emballage. Le pourcentage de valorisation totale prise en compte pour ce calcul est la somme des pourcentages atteints en matière de recyclage, de valorisation énergétique et de recyclage organique.

Pour l'année 1996, le calcul se fait sur base de la période s'étalant entre l'entrée en vigueur du présent accord de coopération et le 31 décembre 1996.

Au plus tard le premier janvier 1999, la Commission interrégionale de l'emballage formule des propositions aux Régions dans le but d'augmenter les pourcentages visés à l'alinéa 1^{er} du présent paragraphe. Ces pourcentages sont fixés en vue d'un objectif de valorisation totale de tous les déchets d'emballages et d'un transfert intégral du coût de la gestion des déchets d'emballages à charge du responsable d'emballages.

§ 3. Avant le 1^{er} janvier 1998, il convient d'atteindre pour chaque type de matériau d'emballages contenu aussi bien dans des déchets d'emballages d'origine ménagère que dans des déchets d'emballages d'origine industrielle, un pourcentage de recyclage de 15 % minimum, par rapport au poids total de chacun de ces matériaux d'emballages perdus commercialisés durant l'année précédente en Belgique.

CHAPITRE II — Plan général de prévention

Art. 4. § 1^{er}. Tout responsable d'emballages visé à l'article 2, 19^o, a) qui a emballé ou fait emballer des produits avec au moins dix tonnes d'emballages par an est tenu de soumettre tous les trois ans, et la première fois un an après l'entrée en vigueur du présent accord, à la Commission interrégionale de l'emballage, un plan général de prévention.

Ce plan comporte les mesures projetées par le responsable d'emballages en matière de prévention dans le respect des plans régionaux de gestion des déchets. Il décrit notamment les mesures projetées et les objectifs chiffrés se rapportant à :

- a) l'augmentation de la proportion de la quantité des déchets d'emballages recyclables par rapport à la quantité des emballages non recyclables;
- b) l'augmentation de la proportion de la quantité des emballages réutilisables par rapport à la quantité des emballages perdus;
- c) l'amélioration des propriétés physiques et des caractéristiques de l'emballage en vue de lui permettre soit de supporter plusieurs trajets ou rotations dans les conditions d'utilisation normalement prévisibles, soit d'être recyclé;
- d) l'amélioration des propriétés physiques et la composition chimique de l'emballage en vue de réduire la nocivité des matériaux contenus dans ceux-ci et de minimiser les impacts environnementaux des déchets d'emballages lors de leur gestion;
- e) la diminution des quantités d'emballages perdus.

§ 2. Par secteur d'activité économique, le responsable d'emballages visé au § 1^{er} peut confier par convention à une personne morale les obligations qui découlent du présent article. Les gouvernements régionaux peuvent fixer, sur avis de la Commission interrégionale de l'emballage, les modalités de cette délégation.

Art. 5. La Commission interrégionale de l'emballage évalue et, le cas échéant, approuve ou refuse chaque plan général de prévention.

En cas de refus, le plan de prévention non approuvé doit être réintroduit dans les délais fixés par la Commission interrégionale de l'emballage en tenant compte des remarques formulées par celle-ci.

CHAPITRE III — *La gestion des déchets d'emballages**Section 1re. — Obligation de reprise des responsables d'emballages*

Art. 6. Tout responsable d'emballages est soumis à l'obligation de reprise.

Au cas où le responsable d'emballages est la personne visée à l'article 2, 19°, a) ou b), les pourcentages visés aux §§ 2 et 3 de l'article 3 sont exprimés en pourcentage de poids par rapport au poids total des emballages perdus qui ont été commercialisés par le responsable d'emballages au cours de l'année.

Au cas où le responsable d'emballages est la personne visée à l'article 2, 19°, c), les pourcentages visés aux §§ 2 et 3 de l'article 3 sont exprimés en pourcentage de poids par rapport au poids total des emballages perdus provenant des biens consommés par le responsable d'emballages qui n'ont pas été emballés par une personne visée à l'article 2, 19°, a) ou importés par une personne visée à l'article 2, 19°, b).

Art. 7. § 1^{er}. Le responsable d'emballages peut, pour satisfaire à l'article 6, remplir lui-même son obligation de reprise, le cas échéant, en contractant avec toute tierce personne de droit public ou de droit privé pour réaliser l'exécution de tout ou partie de son obligation de reprise.

Dans ce cas, il est obligé de communiquer à la Commission interrégionale de l'emballage, dans les six mois après la mise en vigueur du présent accord de coopération, comment il satisfait à son obligation de reprise ou comment la tierce personne avec qui il a contracté permet la réalisation de son obligation individuelle de reprise.

Cette information est transmise chaque année avant le 31 mars et mentionne, le cas échéant, chaque changement dans la méthode de travail utilisée.

En ce qui concerne les déchets d'emballages d'origine ménagère, l'exécution de l'obligation de reprise visée à l'alinéa 1^{er} s'exerce sans préjudice des compétences de la personne de droit public responsable de la collecte des déchets ménagers sur la voie publique.

§ 2. La Commission interrégionale de l'emballage évalue et, le cas échéant, approuve ou refuse la manière dont le responsable d'emballages, visé au § 1^{er} du présent article, s'acquitte de son obligation de reprise. Elle peut toujours demander des informations supplémentaires.

Art. 8. Sans préjudice de l'application des autres dispositions du présent accord de coopération, tout responsable d'emballages, qui ne souhaite pas remplir lui-même son obligation de reprise en vertu de l'article 7, peut charger un organisme agréé, en vertu de l'article 10, de l'exécution de son obligation de reprise.

Les détaillants responsables d'emballages peuvent mandater une personne physique ou morale habilitée à les représenter auprès de l'organisme agréé.

Le responsable d'emballages est censé satisfaire à l'obligation de reprise dès qu'il prouve qu'il a contracté directement ou par le biais d'une personne physique ou morale habilitée à le représenter, avec cet organisme agréé et que ce dernier satisfait aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 12, 2°.

*Section 2. — Les organismes agréés**Sous-section 1re. — Agrément d'un organisme*

Art. 9. L'agrément d'un organisme qui peut être chargé par des responsables d'emballages pour remplir leurs obligations découlant de l'article 6, ne peut être accordé qu'à des personnes morales qui remplissent les conditions suivantes :

1° être constituée en association sans but lucratif en conformité avec la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique;

2° avoir comme seul objet statutaire la prise en charge pour le compte de ses contractants de l'obligation de reprise requise en vertu de l'article 6 du présent accord;

3° ne compter parmi ses administrateurs ou parmi les personnes pouvant engager l'association que des personnes jouissant de leurs droits civils et politiques;

4° ne compter parmi ses administrateurs ou parmi les personnes pouvant engager l'association aucun qui ait été condamné pour infraction à la législation sur l'environnement des Régions ou d'un Etat membre de l'Union européenne;

5° disposer des moyens suffisants pour accomplir l'obligation de reprise.

Art. 10. § 1^{er}. La demande d'agrément doit être introduite, par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, en 10 exemplaires auprès de la Commission interrégionale de l'emballage.

§ 2. La demande contient les informations suivantes :

1° une copie des statuts publiés au *Moniteur belge*;

2° un plan financier et un budget prévisionnel pour la durée de l'agrément comprenant notamment :

— l'estimation des recettes, par kilo, des différents produits des filières de recyclage;

— les modes de calcul et d'évaluation et le montant des cotisations couvrant le coût réel et complet des obligations qui sont à charge de l'organisme agréé ainsi que, par matériau, ses modes de perception;

— les conditions et les modalités de révision des cotisations en fonction de l'évolution des obligations mises à charge de l'organisme agréé en application du présent accord de coopération;

— les modes d'affectation des recettes au bénéfice du fonctionnement du système notamment par la constitution de réserves éventuelles;

— l'estimation des dépenses;

— le financement de pertes éventuelles.

3° la zone géographique qui sera desservie;

4° la nature des déchets concernés;

5° un projet de contrat uniforme que l'organisme agréé doit conclure avec les responsables d'emballages pour prendre en charge leur obligation de reprise;

6° lorsque l'agrément concerne des déchets d'emballages d'origine ménagère, un modèle de convention établi dans le respect des plans régionaux des déchets, qu'il devra conclure avec les personnes morales de droit public territorialement responsables de la collecte des déchets ménagers; ce modèle de convention doit définir :

— les modalités de collecte des déchets d'emballages d'origine ménagère et de prise en charge de la totalité des déchets d'emballages collectés;

— les conditions techniques minimales par matériau ou type de déchets pour le tri ainsi que pour la planification et l'organisation de l'enlèvement ainsi que la vente des matériaux triés soit par la personne morale de droit public concernée, soit par les filières proposées par l'organisme agréé;

— les règles et les modalités du remboursement du coût réel et complet, incluant les frais généraux, des opérations effectuées par la ou les personnes morales de droit public, en ce compris, la valorisation thermique et l'élimination des résidus des opérations;

— les règles et les modalités de remboursement des coûts en matière de communication relative aux modalités pratiques de la collecte des déchets d'emballages;

— la manière dont l'organisme compte garantir et développer les emplois dans les associations ou sociétés à finalité sociale ayant comme objet social le recyclage et la valorisation des déchets d'emballages.

7° lorsque l'agrément concerne des déchets d'emballages d'origine industrielle, une étude relative aux moyens techniques et à l'infrastructure permettant d'atteindre, chaque année de la période pour laquelle l'agrément est demandé, les pourcentages prévus dans le présent accord et relative à la manière dont l'organisme compte garantir et développer les emplois dans les associations ou les sociétés à finalité sociale ayant comme objet social la collecte, le recyclage et la valorisation des déchets d'emballages.

§ 3. Dans les six mois de la réception de la demande, la Commission interrégionale de l'emballage statue sur la demande.

Si le dossier de demande n'est pas complet, s'il ne comprend pas tous les points mentionnés aux §§ 1^{er} et 2 ou si la Commission interrégionale de l'emballage demande des informations complémentaires, ce délai est suspendu jusqu'au moment où, par une lettre recommandée à la poste, le dossier est complété ou la demande d'information est satisfaite.

§ 4. L'agrément fixe les conditions auxquelles l'organisme est tenu de se conformer.

L'agrément est octroyé pour une période maximale de 5 ans. Chaque décision d'agrément prévoyant une période inférieure à 5 ans doit être motivée. La décision est publiée par extrait au *Moniteur belge*.

L'agrément ne prend cours que lorsque l'obligation visée à l'article 12, 3° est remplie.

Sous-section 2. — Sûretés financières à charge des organismes agréés pour les déchets d'emballages d'origine ménagère

Art. 11. § 1^{er}. La Commission interrégionale de l'emballage fixe dans l'agrément accordé à l'organisme agréé pour les déchets d'emballages d'origine ménagère le montant des sûretés financières qui sont équivalentes aux frais estimés pour la prise en charge, au cours de la dernière année de l'agrément, de l'obligation de reprise par les personnes morales de droit public pendant un an.

§ 2. Chaque sûreté financière est constituée dans un délai de soixante jours ouvrables à compter de la date de l'approbation du contrat par le Gouvernement régional concerné conformément à l'article 13, § 2, auprès de la Commission interrégionale de l'emballage au bénéfice de chaque personne morale de droit public territorialement responsable de la collecte des déchets ménagers. Un compte est ouvert au nom de la Commission interrégionale de l'emballage pour chaque personne morale de droit public.

La sûreté financière peut être constituée soit par un versement au compte de la Caisse de dépôt et consignations, soit par une garantie bancaire. En toute hypothèse, l'organisme agréé précise que la sûreté est en tout ou en partie libérable sur simple demande de la Commission motivée par le cas de non exécution des obligations.

Dans le cas où la sûreté financière consiste en une garantie bancaire, celle-ci est obligatoirement émise par un établissement de crédit agréé soit auprès de la Commission bancaire et financière, soit auprès d'une autorité d'un Etat membre de la Communauté européenne qui est habilitée à contrôler les établissements de crédit.

L'organisme agréé est tenu d'augmenter annuellement la sûreté à concurrence des intérêts produits durant l'année précédente. Si la sûreté financière consiste en une garantie bancaire, cette dernière est augmentée par un montant équivalent aux intérêts que le montant de la sûreté aurait produit si elle avait été mise en dépôt à la Caisse de dépôt et consignations.

§ 3. En cas d'inexécution partielle ou totale des obligations mises à charge de l'organisme agréé, que celle-ci soit due à son plein gré ou à la suite d'une sanction administrative, la Commission interrégionale de l'emballage sollicite la libération de tout ou partie de la sûreté financière pour couvrir les frais exposés par les personnes morales de droit public pour l'exécution des obligations incombant à l'organisme agréé.

§ 4. Les sûretés ne sont restituées que :

1° lorsqu'au terme de la durée de l'agrément, le renouvellement de celui-ci n'est pas sollicité par l'organisme agréé;

2° et pour autant que la Commission interrégionale de l'emballage a apprécié que toutes les obligations ont été accomplies par l'organisme agréé.

Sous-section 3. — Obligations à charge des organismes agréés

Art. 12. L'organisme agréé est tenu de :

1° se conformer aux conditions fixées dans l'agrément;

2° atteindre, pour l'ensemble des responsables d'emballages ayant contracté avec lui, dans les délais prévus, les obligations de recyclage et de valorisation totale prescrites à l'article 3, §§ 2 et 3; ces pourcentages sont exprimés en pourcentage du poids par rapport au poids total des emballages perdus, pour lesquels ses contractants sont responsables d'emballages;

3° conclure un contrat d'assurance couvrant les dommages susceptibles d'être causés par son activité;

4° percevoir, de manière non discriminatoire, auprès de ses contractants les cotisations indispensables pour couvrir le coût réel et complet pour l'ensemble des obligations qui lui incombent en vertu du présent accord;

5° déposer chaque année auprès de la Commission interrégionale de l'emballage, ses bilans et comptes de résultats pour l'année écoulée et ses projets de budget pour l'année suivante dans les délais et les formes fixés par ladite Commission.

Art. 13. § 1^{er}. Lorsque l'obligation de reprise concerne des déchets d'emballages d'origine ménagère, l'organisme agréé accomplit une mission de service public et doit en sus des obligations prévues à l'article 12 :

1° couvrir de façon homogène l'intégralité du territoire belge, sur lequel les responsables d'emballages commercialisent leurs produits de manière à ce que la collecte, la valorisation et l'élimination des déchets repris soient assurées ou, le cas échéant, fournir la preuve d'une convention avec des tiers à cet égard;

2° atteindre de façon homogène, chaque année de la période pour laquelle l'agrément est demandé, les pourcentages prévus à l'article 3, §§ 2 et 3 du présent accord;

3° desservir un pourcentage de population équivalent dans chaque Région;

4° calculer les cotisations de ses contractants par matériau d'emballage au prorata :

- des coûts réels et complets imputables à chacun des matériaux;
- des recettes émanant de la vente des matériaux collectés et triés;

et ce en vue de financer notamment le coût réel et complet :

- des collectes existantes et à créer selon les modalités déterminées par la personne morale de droit public territorialement responsable de la collecte des déchets ménagers;
- de l'information opérationnelle et de la sensibilisation relative à ces collectes auprès du public;
- du tri des déchets d'emballages collectés;
- de l'élimination des résidus du tri, du recyclage et de la valorisation des déchets d'emballages ainsi que le déficit éventuel des filières;

5° garantir et développer les emplois dans les associations ou sociétés à finalité sociale ayant comme objet social le recyclage et la valorisation des déchets d'emballages;

6° se conformer aux modalités de collecte déterminées par les personnes morales de droit public territorialement responsable de la collecte des déchets ménagers;

7° conclure, sous condition suspensive de l'accord express ou tacite du Gouvernement concerné, en vertu de la procédure visée au §2 du présent article, avec chaque personne morale de droit public territorialement responsable de la collecte des déchets ménagers, un contrat conforme au modèle de contrat approuvé par la Commission interrégionale de l'emballage dans le cadre de la procédure d'agrément visée à l'article 10;

8° fournir une sûreté conformément à l'article 11 dans les soixante jours de l'approbation par le Gouvernement en vertu du §2 du présent article du contrat visé au 7°;

9° accepter de conclure un contrat, conforme à celui prévu à l'article 10, § 2, 5°, avec tout responsable d'emballages qui le sollicite.

§ 2. Dans les dix jours de la conclusion du contrat visé au § 1^{er}, 7°, la personne morale de droit public en transmet une copie au Gouvernement de la Région sur le territoire de laquelle elle est située ainsi qu'à l'administration régionale compétente et à la Commission interrégionale de l'emballage. Le Gouvernement dispose d'un délai de soixante jours ouvrables pour vérifier la conformité dudit contrat au regard du plan régional des déchets et des conditions d'agrément et l'approuver ou le refuser. Si à l'expiration de ce délai, le Gouvernement n'a pas statué, le contrat est censé être approuvé.

§ 3. En cas de désaccord entre l'organisme agréé et la personne morale de droit public concernant la conclusion et l'exécution du contrat visé au § 1^{er}, les parties concernées sollicitent la médiation de l'administration régionale compétente.

Sous-section 4. — Contrôle des organismes agréés

Art. 14. La Commission interrégionale de l'emballage peut interroger les réviseurs d'entreprises de l'organisme agréé pour obtenir toutes les informations nécessaires qu'elle souhaite. Si l'organisme agréé n'a pas nommé de réviseurs, la Commission interrégionale de l'emballage peut faire examiner les comptes par un réviseur qu'elle désigne. Cette mission est effectuée aux frais de l'organisme agréé.

Art. 15. Afin d'assurer le respect des missions de service public et les obligations imposées par le présent accord, les Gouvernements de chaque Région nomment et révoquent un délégué ainsi que son suppléant auprès de l'organisme agréé pour les déchets d'emballages d'origine ménagère.

Les délégués sont entendus, à leurs demandes, par le Conseil d'Administration de l'organisme agréé. Ils peuvent à tout moment, interroger le réviseur d'entreprise et prendre connaissance des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et d'une façon générale de tous les documents et de toutes les écritures de l'organisme agréé. Ils peuvent requérir des administrateurs et des préposés de l'organisme agréé toutes les explications et informations et procéder à toutes les vérifications qui leur paraissent nécessaires à l'exécution de leur mandat.

Les délégués peuvent, dans un délai de huit jours ouvrables, introduire un recours auprès de la Commission interrégionale de l'emballage contre toute décision prise par l'organisme agréé en matière de budgets annuels et de tarification.

Ce délai court à partir du jour de la réunion à laquelle la décision a été prise, pour autant que les délégués y aient été régulièrement convoqués et, dans le cas contraire, à partir du jour où ils en ont reçu connaissance. Le recours est suspensif. Si, dans un délai de trente jours ouvrables commençant le même jour que le délai visé à l'alinéa 3, la Commission interrégionale de l'emballage ne s'est pas prononcée, la décision de l'organisme agréé est annulée. La Commission interrégionale de l'emballage notifie sa décision à l'organisme agréé.

Section 3. — Obligations à charge des vendeurs et des consommateurs

Art. 16. § 1^{er} Tout vendeur de biens emballés ménagers est obligé d'accepter sous sa responsabilité, dans des récipients prévus à cet effet, tous emballages de transport et de groupage utilisés comme emballages de vente, rapportés ou laissés sur place par le consommateur, et ceci pour autant que ces emballages proviennent des produits qu'il a commercialisés.

§ 2. En ce qui concerne les déchets d'emballages d'origine industrielle et au cas où le responsable d'emballages est la personne visée à l'article 2, 19, a) ou b), le consommateur des biens emballés doit :

- soit, remettre les déchets d'emballages au responsable d'emballages ou à la personne désignée en vertu de l'article 7;
- soit, remettre les déchets d'emballages à l'organisme agréé désigné en vertu de l'article 8;
- soit recycler ou valoriser les déchets d'emballages en apportant la preuve de recyclage ou de valorisation au responsable d'emballages soit directement, soit, par l'intermédiaire des vendeurs des biens emballés.

CHAPITRE IV — *Obligation d'information**Section 1re. — Les obligations d'informations vis-à-vis de la Commission interrégionale de l'emballage*

Art. 17. § 1er. Le responsable d'emballages est tenu, au plus tard pour le 31 mars de chaque année, de communiquer à la Commission interrégionale de l'emballage, au moyen d'un formulaire dont le modèle est établi par cette dernière, par type d'emballages, des données en ce qui concerne l'année précédente et des estimations en ce qui concerne l'année en cours relatives à :

1° la quantité totale d'emballages de transport, de groupage et de vente, exprimée en kg, volume, et nombre d'unités, qui est commercialisée, en distinguant les emballages perdus des emballages réutilisables;

2° la composition de chaque type d'emballage en mentionnant les matières utilisées et au moins la présence de métaux lourds et de matériaux recyclés, exprimée en pourcentage de poids;

3° la quantité totale de déchets d'emballages collectés, recyclés, valorisés, incinérés avec ou sans récupération d'énergie et mis en décharge, ventilés par matériau;

4° la quantité totale, en poids et en volume, des biens commercialisés dans les emballages perdus, ventilée par matériau d'emballage;

5° la quantité totale d'emballages, par matériau, considérés comme dangereux en raison de leur contamination par les produits qu'ils contiennent.

Les données visées au 1° et au 3° sont également fournies par Région.

§ 2. Tout responsable d'emballages peut confier, par secteur d'activité économique, par convention à une personne morale, les obligations d'information qui découlent du § 1^{er} du présent article. Les gouvernements régionaux peuvent fixer, sur avis de la Commission interrégionale de l'emballage, les modalités de cette délégation.

§ 3. Dans le cas où le responsable d'emballages charge un organisme agréé de l'exécution de son obligation de reprise, ce dernier fournit, pour chacun de ses adhérents, au minimum les informations exigées en vertu du § 1^{er}, 1°, 3° et 4° du présent article. L'organisme agréé peut présenter les informations exigées en vertu du § 1^{er}, 3° d'une manière globalisée pour l'ensemble de ses adhérents.

§ 4. Le responsable d'emballages ou la personne morale habilitée à le représenter est tenu au plus tard pour le 31 mars de chaque année et pour la première fois deux ans après l'entrée en vigueur du présent accord de coopération, de communiquer à la Commission interrégionale de l'emballage une évaluation de l'exécution du plan général de prévention visé au Chapitre II du présent accord de coopération.

§ 5. En ce qui concerne les déchets d'emballages d'origine ménagère, les personnes morales de droit public territorialement responsables de la collecte des déchets ménagers sont tenues au plus tard pour le 31 mars de chaque année et pour la première fois 12 mois après l'entrée en vigueur du présent accord de coopération, de communiquer à la Commission interrégionale de l'emballage les quantités et les recettes de la vente des matériaux triés.

Art. 18. Tout organisme agréé est tenu avant le 31 mars de chaque année et pour la première fois six mois après l'entrée en vigueur du présent accord de coopération de communiquer à la Commission interrégionale de l'emballage des données en ce qui concerne l'année précédente et des estimations en ce qui concerne l'année en cours relatives à :

1° la liste complète des responsables d'emballages qui ont contracté en vertu de l'article 8 avec l'organisme agréé;

2° par type de déchets d'emballages et par matériau dont sont composés ces déchets, les quantités totales commercialisées par ses contractants et les pourcentages collectés, recyclés, valorisés et éliminés au cours de l'année précédente ainsi que les taux de couverture obtenus;

3° les moyens financiers mis à disposition par chaque responsable d'emballages contractant en vertu de l'article 8 avec l'organisme agréé;

4° les données financières intervenant dans le calcul des cotisations.

Les données visées au 2° sont ventilées par Région.

Section 2. — Les obligations d'informations vis-à-vis du consommateur

Art. 19. A l'exception des communications relatives aux modalités pratiques de collecte des déchets d'emballages, telles que prévues aux articles 10, § 2, 6° et 13, § 1^{er}, 4° et 7°, tout projet d'actions d'information, de sensibilisation des consommateurs et de publicité envisagé par l'organisme agréé est soumis à l'approbation de la Commission interrégionale de l'emballage. Celle-ci dispose de soixante jours ouvrables pour statuer sur le projet d'actions. Si à l'expiration de ce délai, la Commission n'a pas statué, le projet d'actions est censé être approuvé.

L'organisme agréé ne peut en aucun cas être sponsor.

Art. 20. L'apposition sur les emballages de tout logo ou texte tendant à expliciter l'accomplissement des obligations découlant du présent accord, est soumise au préalable soit par l'organisme agréé, soit par les responsables d'emballages n'ayant pas confié l'exécution de leurs obligations de reprise à un organisme agréé, à l'approbation de la Commission interrégionale de l'emballage. Celle-ci dispose de soixante jours ouvrables pour statuer sur le projet de logo ou de texte. Si à l'expiration de ce délai, la Commission n'a pas statué, le projet de logo ou de texte est censé être approuvé.

Art. 21. § 1^{er} Le vendeur, à l'exception du détaillant, est tenu de placer aux entrées et sorties de chacun de ses points de vente dans un endroit clairement visible un avis à la clientèle mentionnant :

1° la manière dont il s'acquitte de l'obligation qui lui est imposée telle que définie à l'article 16 § 1^{er};

2° les montants financiers qui sont perçus, afin de financer les obligations du présent accord, par le responsable d'emballages ou par la personne habilitée à le représenter, sur chaque type d'emballage commercialisé dans le point de vente.

§ 2. Le responsable d'emballages est tenu de communiquer à tout vendeur qui en fait la demande, les montants financiers qui sont perçus afin de financer les obligations du présent accord, sur chaque type d'emballage commercialisé par le vendeur.

CHAPITRE V. — La Commission interrégionale de l'emballage et l'administration régionale compétente

Section 1re. — La Commission interrégionale de l'emballage.

Art. 22. § 1^{er}. Les Régions instituent une Commission interrégionale de l'emballage en tant qu'institution commune visée à l'article 92bis de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles. La Commission est dotée de la personnalité juridique.

La Commission est composée d'un organe de décision et d'un secrétariat permanent qui a pour mission d'assister l'organe de décision.

L'organe de décision est composé de neuf membres. Chaque gouvernement régional nomme et révoque trois membres effectifs et trois membres suppléants qui remplacent le membre effectif en cas d'absence.

Le secrétariat permanent est composé de fonctionnaires et d'agents que chaque gouvernement régional met à la disposition de la Commission pour l'accomplissement des missions administratives et techniques qui lui reviennent.

§ 2. Les membres de l'organe de décision et les membres du personnel du secrétariat permanent mis à disposition par les gouvernements régionaux restent régis par les dispositions statutaires qui leur sont applicables.

Art. 23. L'organe de décision de la Commission interrégionale de l'emballage se réunit au moins une fois tous les mois ou à la demande d'un membre. Il ne siège valablement que si les trois Régions sont représentées.

Les membres de l'organe de décision de la Commission désignent, chaque année à la date d'anniversaire de l'entrée en vigueur de l'accord de coopération, en leur sein, un président en respectant une alternance entre les Régions. Le secrétariat de l'organe de décision est assuré par un membre du personnel du secrétariat permanent.

Tout avis, proposition ou décision de la Commission doit être pris au consensus pour autant qu'au moins un représentant de chaque Région soit présent.

Art. 24. Le budget annuel de la Commission interrégionale de l'emballage est provisionné par chaque Région conformément à la clé de répartition utilisée à l'article 16bis, § 1^{er} de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions.

Art. 25. § 1^{er}. L'organe de décision de la Commission interrégionale de l'emballage :

1° approuve les plans généraux de prévention;

2° approuve comment le responsable d'emballages qui n'a pas chargé un organisme agréé de l'exécution de son obligation de reprise, s'acquitte de ses obligations;

3° octroie, suspend et retire l'agrément de l'organisme ou modifie à tout moment, après avoir entendu les représentants de l'organisme agréé, pour des raisons d'intérêt général, les conditions d'exercices de l'activité contenues dans l'agrément;

4° fixe le montant de chaque sûreté financière et sollicite sa libération en cas de non exécution des obligations visées à l'article 12, 2°, conformément à l'article 11;

5° approuve, à l'exception des communications relatives aux modalités pratiques de collecte des déchets d'emballages, telles que prévues aux articles 10, 6° et 13, § 1^{er}, 4° et 7°, tout projet d'actions d'information, de sensibilisation des consommateurs et de publicité envisagé par l'organisme agréé;

6° approuve l'apposition de tout logo ou texte sur les emballages tendant à expliciter l'accomplissement des obligations du présent accord;

7° établit les chiffres de références globaux relatifs au poids d'emballages perdus commercialisés chaque année dans chaque Région et les chiffres de références spécifiques relatifs au poids d'emballages perdus commercialisés chaque année par les responsables d'emballages ayant contracté avec un organisme agréé;

8° fixe l'organigramme et les règles de fonctionnement interne du secrétariat permanent.

§ 2. La Commission vérifie :

1° comment les pourcentages minimum de valorisation et de recyclage sont atteints par les responsables d'emballages ou les organismes agréés;

2° les informations devant lui être communiquées en vertu des articles 17 et 18.

§ 3. Les membres du secrétariat permanent de la Commission interrogent les réviseurs d'entreprise de l'organisme agréé ou examinent les comptes conformément à l'article 14 et se chargent du contrôle des dispositions du présent accord de coopération.

§ 4. La Commission établit annuellement un rapport sur ses activités à destination des Gouvernements régionaux.

Art. 26. La Commission interrégionale de l'emballage formule des propositions et/ou avis aux gouvernements régionaux concernant :

1° son budget annuel et ce chaque année, et en tout cas la première fois dans les trois mois suivant l'entrée en vigueur du présent accord de coopération;

2° l'imposition de pourcentages de valorisation et de recyclage plus élevés pour les déchets d'emballages tels que visés à l'article 3 §§ 2 et 3;

3° l'imposition, à partir du 1^{er} janvier 1998, des pourcentages de recyclage minima plus élevés par matériau d'emballage tels que visé à l'article 3 § 3;

4° l'imposition d'obligations complémentaires aux responsables d'emballages et aux organismes agréés en vue d'atteindre des pourcentages de recyclage et de valorisation plus élevés que les pourcentages fixés à l'article 3, § 2;

5° l'exemption du champ d'application du présent accord de coopération de certains déchets d'emballages pour des raisons d'hygiène ou de sécurité ou à cause du traitement spécifique qu'ils nécessitent;

6° les modalités de calcul des taux de recyclage spécifiques aux emballages de boissons tels que prévus au Chapitre II du Livre III de la Loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat;

7° la manière dont la perception des cotisations et la répartition des flux financiers sont effectuées par l'organisme agréé;

8° l'efficacité des filières de recyclage et de valorisation;

9° l'évaluation du montant des cotisations demandées par l'organisme agréé à ses contractants;

10° la liste des déchets d'emballages assimilés aux déchets d'emballages ménagers.

Section 2. — Les administrations régionales compétentes

Art. 27. Chaque administration régionale compétente :

1° offre sa médiation en cas de désaccord entre l'organisme agréé et la personne morale de droit public concernant la conclusion et l'exécution du contrat visé à l'article 13, § 1, 7°;

2° rend un avis à la Commission interrégionale de l'emballage sur l'efficacité des filières de recyclage et de valorisation;

3° rend un avis à la Commission interrégionale de l'emballage sur la conformité de la planification des zones géographiques couvertes par l'organisme agréé au regard du plan régional des déchets.

CHAPITRE VI — Contrôle et sanctions administratives

Section 1re. — Le contrôle

Art. 28. § 1^{er}. Sans préjudice des compétences des officiers de police judiciaire, les membres du personnel du secrétariat permanent de la Commission interrégionale de l'emballage ainsi que les fonctionnaires désignés au sein de chaque administration régionale compétente par les Gouvernements, sont chargés du contrôle des dispositions du présent accord de coopération. Les procès-verbaux établis par ceux-ci font foi jusqu'à preuve du contraire.

§ 2. Tout responsable d'emballages, tout vendeur et tout organisme agréé sont tenus de produire, à la demande des personnes désignées en vertu du § 1^{er}, tout document et toute correspondance et de fournir verbalement ou par écrit tout renseignement relatif à l'exécution de leurs obligations en vertu du présent accord de coopération.

Lorsque ces renseignements sont tenus, établis, délivrés, reçus ou conservés au moyen d'un système informatique, les personnes désignées en vertu du § 1^{er}, ont le droit de se faire communiquer les données enregistrées sur des supports informatiques sous forme lisible et intelligible. Ces derniers peuvent également requérir la personne visée à l'alinéa 1^{er} d'effectuer en leur présence, et sur son matériel, des copies, dans la forme qu'ils souhaitent, de tout ou partie des données précitées, ainsi que les traitements informatiques jugés nécessaires à la vérification du respect des obligations du présent accord de coopération.

§ 3. Tout responsable d'emballages, tout vendeur et tout organisme agréé est tenu d'accorder, à tout moment et sans avertissement préalable, le libre accès des locaux où sont exercées ses activités, aux fins de permettre aux personnes désignées en vertu du § 1^{er}, de contrôler le respect des obligations du présent accord de coopération.

Sont notamment des locaux où une activité est exercée, les bureaux, fabriques, usines ateliers, magasins, remises garages et terrains servant d'usines, d'ateliers ou de dépôts.

Section 2. — Suspension et retrait de l'agrément

Art. 29. Au cas où l'une des obligations visées aux articles 12 ou 13 ne sont pas remplies, la Commission interrégionale de l'emballage peut adresser par lettre recommandée un avertissement à l'organisme agréé.

La Commission interrégionale de l'emballage peut procéder à la suspension ou au retrait temporaire ou définitif lorsque :

1° aucune suite satisfaisante n'a été donnée à un premier avertissement;

2° les pourcentages de recyclage et de valorisation devant être atteints par l'organisme agréé n'ont pas été atteints;

3° l'organisme agréé n'a pas respecté ses obligations en matière d'information;

4° l'organisme agréé ne satisfait plus aux conditions d'agrément;

5° des infractions aux réglementations relatives à la protection de l'environnement ont été constatées.

L'agrément ne peut être suspendu ou retiré que dans la mesure où le ou les représentants de l'organisme agréé a ou ont été préalablement entendus par la Commission interrégionale de l'emballage.

Section 3. — Amendes administratives

Art. 30. § 1^{er}. Au cas où la personne visée à l'article 4 ne communique pas dans les délais requis son plan général de prévention ou dépose à plus d'une reprise un plan jugé insatisfaisant par la Commission interrégionale de l'emballage, les membres du personnel du secrétariat permanent de ladite Commission peuvent lui imposer conformément aux règles fixées à l'article 31, une amende administrative de BEF 10 000 pour chaque plan qui n'aurait pas été communiqué ou qui aurait été jugé insuffisant à plus d'une reprise.

§ 2. Au cas où un responsable d'emballages ou un organisme agréé n'atteint pas dans les délais les pourcentages devant être atteints en vertu des articles 6 ou 12, exprimés en tonnes par an, les membres du secrétariat permanent de la Commission peuvent imposer, sur base des données disponibles de la Commission interrégionale de l'emballage et des administrations régionales compétentes, conformément aux règles fixées à l'article 31, une amende administrative de :

1° BEF 20 000 pour chaque tonne de déchets d'emballages non valorisée dans les délais prévus, ou

2° BEF 30 000 pour chaque tonne de déchets d'emballages non recyclée dans les délais prévus.

§ 3. Au cas où le vendeur ou le consommateur n'exécute pas les obligations qui découlent de l'article 16, les membres du secrétariat permanent de la Commission peuvent imposer, conformément aux règles fixées à l'article 31, une amende administrative dont le montant ne peut excéder BEF 500 000.

Art. 31. § 1^{er}. Les amendes administratives visées à l'article 30 sont fixées conformément aux articles 2 à 10 et 12ter à 13 de la loi du 30 juin 1971 relative aux amendes administratives applicables en cas d'infraction à certaines lois sociales, compte tenu des règles suivantes :

a) pour l'application des articles 2, 3, 6 à 8 et 13 de la loi précitée, il y a lieu d'entendre par "employeur", le responsable d'emballages, le vendeur ou le consommateur visés à l'article 16 ou l'organisme agréé;

b) pour l'application des articles 5, 7 et 13 de la loi précitée, il y a lieu d'entendre par "auditeur du travail", le procureur du Roi;

c) le fonctionnaire visé aux articles 4, 6 et 10 de la loi précitée, est le ou les membres du personnel du secrétariat permanent de la Commission interrégionale de l'emballage;

d) pour l'application des articles 8 et 9 de la loi précitée, il y a lieu d'entendre par "tribunal du travail" et "juridiction du travail", le tribunal civil;

e) pour l'application de l'article 12ter de la loi précitée, il y a lieu d'entendre par "l'article 1^{er} bis" l'article 30 du présent accord.

§ 2. L'amende administrative doit être acquittée dans un délai de trois mois à compter du jour de la notification de la décision infligeant l'amende administrative. L'amende administrative est acquittée par versement ou virement au compte de la Commission interrégionale de l'emballage au moyen des formules jointes à la décision infligeant l'amende.

§ 3. Le produit des amendes administratives revient à la Commission interrégionale de l'emballage.

Art. 32. Le responsable d'emballages, le vendeur ou le consommateur visés à l'article 16 ou l'organisme agréé qui conteste la décision du fonctionnaire compétent peut introduire un recours par voie de requête devant le tribunal civil conformément à l'article 8 de la loi du 30 juin 1971 relative aux amendes administratives applicables en cas d'infraction à certaines lois sociales. Ce recours ne suspend pas l'exécution de la décision.

CHAPITRE VII — Dispositions pénales

Art. 33. Est puni d'un emprisonnement d'une semaine à deux mois et d'une amende de 100 à BEF 5 000 ou d'une de ces sanctions celui qui étant tenu de fournir un plan général de prévention, ne respecte pas l'obligation fixée à l'article 4 du présent accord de coopération.

Est puni d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 1 000 à BEF 2 000 000 ou d'une de ces sanctions toute personne qui ne respecte pas les obligations requises en vertu des articles 6, 12 et 13, § 1^{er} du présent accord de coopération.

Est puni d'un emprisonnement d'un mois à six mois et d'une amende de 100 à BEF 500 000 ou d'une de ces sanctions le vendeur ou le consommateur qui ne respecte pas les obligations requises en vertu de l'article 16 du présent accord de coopération.

Est puni d'un emprisonnement d'une semaine à un mois et d'une amende de 100 à BEF 5 000 ou d'une de ces sanctions celui qui, étant tenu de fournir des renseignements en vertu des articles 7, 17 et 18 ne remplit pas les obligations qui lui sont imposées.

Est puni d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 100 à BEF 1 000 000 ou d'une de ces sanctions celui qui entrave, d'une quelconque manière, le contrôle tel qu'organisé par le présent accord de coopération.

Art. 34. Les personnes physiques et morales de droit privé sont civilement responsables des amendes et frais, en ce compris les frais de justice des condamnations prononcées contre leurs préposés ou leurs administrateurs, gérants, liquidateurs ou mandataires.

CHAPITRE VIII — Dispositions finales

Art. 35. Afin de trancher les conflits pouvant survenir de l'interprétation et de l'exécution du présent accord de coopération, il est institué une juridiction de coopération composée d'un représentant de chaque Région, désigné par les gouvernements respectifs.

Les frais de fonctionnement de la juridiction de coopération sont pris en charge par chaque gouvernement régional conformément à la clé de répartition utilisée à l'article 16bis, § 1^{er} de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions.

La procédure de cette juridiction est suivie conformément aux dispositions précisées dans la loi du 23 janvier 89 sur la juridiction visée aux articles 92bis, §§ 5 et 6, et 94, § 3, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Art. 36. Le présent accord de coopération entre en vigueur dès sa publication au *Moniteur belge*.

Les responsables de déchets d'emballages d'origine industrielle ne sont soumis à l'obligation de reprise requise par l'article 6 qu'un an après l'entrée en vigueur du présent accord de coopération.

Les détaillants responsables d'emballages ne sont soumis à l'obligation de reprise visée à l'article 6 et à l'obligation d'information visée à l'article 17 que trois ans après l'entrée en vigueur du présent accord de coopération.

Bruxelles, le 30 mai 1996.

Le Ministre de l'Environnement et de la Politique de l'Eau, de la Rénovation,
de la Conservation de la nature et de la Propreté publique pour la Région de Bruxelles-Capitale,
D. GOSUIN

Le Ministre de l'Environnement et de l'Emploi pour la Région flamande,
Th. KELCHTERMANS

Le Ministre wallon de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,
chargé des Pouvoirs locaux, de l'Emploi, du Logement et des Monuments et Sites,
Ch. PICQUE

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand, Ministre flamand de la Politique extérieure,
des Affaires européennes, des Sciences et de la Technologie,
L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon, chargé de l'Economie,
du Commerce extérieur, des Petites et moyennes entreprises, du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 97 — 434

[C - 97/27038]

16. JANUAR 1997 — Dekret zur Genehmigung des Zusammenarbeitsabkommens bezüglich der Vermeidung und der Bewirtschaftung von Verpackungsabfällen (1)

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Einzigster Artikel — Das am 30. Mai in Brüssel abgeschlossene Abkommen zwischen der Regierung der Flämischen Region, der Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt und der Regierung der Wallonischen Region bezüglich der Vermeidung und der Bewirtschaftung von Verpackungsabfällen wird genehmigt.

Namur, den 16. Januar 1997

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe

R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens

M. LEBRUN

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes

B. ANSELME

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung

J.-C. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft

G. LUTGEN

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens

W. TAMINIAUX

Der Minister der Forschung, der Technologischen Entwicklung,
des Sportwesens und der Internationalen Beziehungen

W. ANCION

Zusammenarbeitsabkommen Bezüglich der Vermeidung und der Bewirtschaftung von Verpackungsabfällen

Aufgrund der Richtlinie des Rates 75/442/EWG vom 15. Juli 1975 über Abfälle, abgeändert durch die Richtlinie des Rates 91/156/EWG vom 18. März 1991;

Aufgrund der Richtlinie des Europäischen Parlaments und des Rates 94/62/EG vom 20. Dezember 1994 über Verpackungen und Verpackungsabfälle;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, abgeändert durch das Sondergesetz vom 8. August 1988, insbesondere Artikel 92bis, § 1 und Artikel 6, § 1, II, 2°, und durch das Sondergesetz vom 16. Juli 1993 zur Vollendung der föderalen Struktur des Staates;

Aufgrund des Dekrets vom 2. Juli 1981 über die Vermeidung und die Bewirtschaftung von Abfällen in der Flämischen Region, des Dekrets vom 5. Juli 1985 über die Abfälle in der Wallonischen Region und der Verordnung vom 7. März 1991 über die Vermeidung und die Bewirtschaftung von Abfällen in der Region Brüssel-Hauptstadt;

In der Erwägung, daß Verpackungsabfälle einen bedeutenden Anteil der auf dem belgischen Staatsgebiet ankommenden Abfälle darstellen, und daß es von großer Wichtigkeit ist, daß allen, die an der Herstellung, Verwendung, Einfuhr und Verteilung von verpackten Erzeugnissen beteiligt sind, stärker bewußt wird, in welchem Maße die Verpackungen zu Abfall werden, und daß Sie nach dem Verursacherprinzip die Verantwortung für diese Abfälle übernehmen;

In der Erwägung, daß die privatrechtliche Drittperson(en), der bzw. denen die Verantwortlichen für Verpackungsabfälle häuslicher Herkunft ihre Rücknahmepflichten anvertrauen, eine Aufgabe öffentlichen Dienstes unter der Kontrolle der öffentlichen Behörden erfüllt bzw. erfüllen;

In der Erwägung, daß die Bewirtschaftung der Verpackungsabfälle in Übereinstimmung mit der Strategie der Europäischen Union und der Regionen in Sachen Abfälle als erste Priorität die Vermeidung von Verpackungsabfall und als weitere Hauptprinzipien die Wiederverwendung der Verpackungen, die stoffliche Verwertung und die anderen Formen der Verwertung von Verpackungsmüll umfaßt, was zur Verringerung der einer endgültigen Beseitigung zurückzuführenden Abfälle führt;

In der Erwägung, daß es notwendig ist, daß die drei Regionen zusammen Maßnahmen zur Vermeidung und Bewirtschaftung der Verpackungsabfälle treffen, um einerseits die Auswirkungen solcher Abfälle auf die Umwelt zu vermeiden oder zu verringern und auf diese Weise ein hohes Umweltschutzniveau zu gewährleisten, ohne andererseits den allgemeinen normativen Rahmen der belgischen wirtschaftlichen Union und Währungsunion zu beeinträchtigen;

In der Erwägung, daß nur ein Zusammenarbeitsabkommen mit Gesetzeskraft eine zureichende Garantie bietet, um auf dem gesamten belgischen Staatsgebiet eine einheitliche Regelung anzuwenden :

KAPITEL I — Allgemeines

Artikel 1 - Das vorliegende Zusammenarbeitsabkommen findet in der Region Brüssel-Hauptstadt, in der Flämischen Region und in der Wallonischen Region unmittelbare Anwendung.

Unter Vorbehalt gegenteiliger Bestimmungen ist das vorliegende Zusammenarbeitsabkommen unbeschadet der Wirksamkeit der geltenden regionalen Regelungen in Sachen Abfallvermeidung und -bewirtschaftung anwendbar.

Das vorliegende Zusammenarbeitsabkommen schadet nicht den Gemeinde- oder Agglomerationszuständigkeiten im Bereich der gesundheitlichen Zuträglichkeit und Sicherheit auf den öffentlichen Straßen.

(1) Sitzungsperiode 1996-1997:

Dokumente des Rates 162 (1995-1996) Nr. 1 und 2.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 15. Januar 1997.

Diskussion — Abstimmung.

Das vorliegende Zusammenarbeitsabkommen betrifft die Abfuhr und die Behandlung von Verpackungsabfällen häuslicher und industrieller Herkunft, unbeschadet der Möglichkeit für die Gemeinden und die Brüsseler Agglomeration, im Rahmen ihrer jeweiligen Zuständigkeiten zusätzliche Bestimmungen im Bereich der Sammlung von Verpackungsmüll zu verabschieden.

Art. 2 - Für die Anwendung des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens gelten folgende Definitionen:

1° "Verpackung": jegliches aus beliebigen Stoffen hergestellte Produkt zur Aufnahme, zum Schutz, zur Handhabung, zur Lieferung und zur Darbietung von Waren, das vom Rohstoff bis zum Verarbeitungserzeugnis reichen kann und vom Hersteller an den Benutzer oder Verbraucher weitergegeben wird;

2° "Verkaufsverpackung oder Erstverpackung": jegliche Verpackung, die dem Endabnehmer oder -verbraucher in der Verkaufsstelle als eine Verkaufseinheit angeboten wird;

3° "Umverpackung oder Zweitverpackung": jegliche Verpackung, die eine bestimmte Anzahl von Verkaufseinheiten enthält, und die in der Verkaufsstelle entweder als solche an den Endabnehmer oder -verbraucher abgegeben wird oder allein zur Bestückung der Verkaufsregale dient; diese Verpackung kann von der Ware entfernt werden, ohne daß dies deren Eigenschaften beeinflußt;

4° "Transportverpackung oder Drittverpackung": jegliche Verpackung, welche die Handhabung und den Transport von mehreren Verkaufseinheiten oder Umverpackungen in einer Weise erleichtert, daß deren direkte Berührung sowie Transportschäden vermieden werden. Container für den Straßen-, Schienen-, Schiffs- und Lufttransport fallen nicht unter den Begriff der Transportverpackung;

5° "Verpackungsabfälle": Verpackungen oder Verpackungsmaterialien, die unter den Begriff "Abfälle" im Sinne der Richtlinie des Rates 75/442/EWG über Abfälle fallen, mit Ausnahme von Rückständen aus der Verpackungsproduktion;

6° "Verpackungsabfälle häuslicher Herkunft": Verpackungsabfälle aus der normalen Tätigkeit der Haushalte sowie die gleichgestellten Verpackungsabfälle. Die drei Regionalregierungen stellen ein gemeinsames Verzeichnis der Verpackungsabfälle auf, die den häuslichen Verpackungsabfällen gleichgestellt werden;

7° "Verpackungsabfälle industrieller Herkunft": alle Verpackungsabfälle die nicht als Verpackungsabfälle häuslicher Herkunft betrachtet werden;

8° "wiederverwendbare Verpackung": jegliche Verpackung, die dazu bestimmt und entwickelt wurde, während ihrer Lebensdauer eine Mindestzahl von Kreislaufdurchgängen zu erfüllen, und wiederbefüllt oder wiederverwendet zu werden im Hinblick auf dieselbe Zweckbestimmung als diejenige, für die sie entwickelt wurde, mit oder ohne Unterstützung von auf dem Markt vorhandenen Hilfsmitteln, die das erneute Abfüllen der Verpackung selbst ermöglichen; diese Verpackung wird zu Verpackungsabfall, sobald sie nicht mehr wiederverwendet wird;

9° "Einwegverpackung": jegliche Verpackung, die nicht eine wiederverwendbare Verpackung im Sinne von 8° ist;

10° "Verpackungsmaterial": einfacher oder zusammengesetzter Stoff natürlicher oder künstlicher Herkunft, der eine Verpackung bildet;

11° "Vermeidung": die Verringerung der Menge und der Umweltschädlichkeit

a) der in Verpackungen und Verpackungsabfällen enthaltenen Materialien und Stoffe,

b) der Verpackungen und Verpackungsabfälle auf der Ebene des Herstellungsverfahrens, des Inverkehrbringens, des Vertriebs, der Verwendung, der Aufwertung und der Beseitigung,

insbesondere durch die Entwicklung umweltverträglicher Produkte und Technologien;

12° "Verwertung": alle im Anhang IIB der Richtlinie des Rates 75/442/EWG über Abfälle aufgeführten Maßnahmen;

13° "energetische Verwertung": die Verwertung von brennbarem Verpackungsabfall zur Energieerzeugung durch direkte Verbrennung mit oder ohne Abfall anderer Art, aber mit Rückgewinnung der Wärme;

14° "stoffliche Verwertung": die in einem Produktionsprozeß erfolgende Wiederaufarbeitung der Abfallmaterialien für den ursprünglichen Zweck oder für andere Zwecke einschließlich der organischen Verwertung, jedoch mit Ausnahme der energetischen Verwertung;

15° "organische Verwertung": die aerobe Behandlung (biologische Verwertung) oder die anaerobe Behandlung (Biogaserzeugung) - über Mikroorganismen und unter Kontrolle - der biologisch abbaubaren Bestandteile von Verpackungsabfällen mit Erzeugung von stabilisierten organischen Rückständen oder von Methan. Die Deponierung kann nicht als eine Form der organischen Verwertung betrachtet werden;

16° "Beseitigung": alle im Anhang II A der Richtlinie des Rates 75/442/EWG über Abfälle aufgeführten Maßnahmen;

17° "Sammlung": das Einsammeln und Sortieren mit oder ohne Zusammenstellen der Abfälle;

18° "Rücknahmepflicht": die Verpflichtung zu Lasten des Verpackungsverantwortlichen, im Rahmen der im vorliegenden Zusammenarbeitsabkommen festgelegten Ziele die in Artikel 3, § 2 und 3 dieses Zusammenarbeitsabkommens bestimmten Sätze für die Verwertung und stoffliche Verwertung zu erreichen.

19° "Verpackungsverantwortlicher":

a) jede Person, die in Belgien Produkte verpackt hat oder hat lassen, zwecks oder bei ihrer Vermarktung in Belgien,

b) wenn die auf den belgischen Markt gebrachten Produkte nicht in Belgien verpackt worden sind, der Einführer der verpackten Produkte, insofern er sie nicht selbst verbraucht;

c) was die Verpackungsabfälle industrieller Herkunft betrifft, die von Produkten stammen, die nicht von einer in a) gemeinten Person verpackt und nicht von einer in b) gemeinten Person eingeführt worden sind, der Verbraucher der verpackten Produkte;

20° "Verkäufer": jede Person die verpackte Waren in Belgien zum Verkauf anbietet;

21° "Einzelhändler": die natürliche oder juristische Person, die der Öffentlichkeit Produkte oder Waren verkauft an einer oder mehreren Verkaufsstellen, deren Verkaufsfläche oder kumulierte Verkaufs- und Verbrauchsfläche 200 m² nicht übersteigt;

22° "zugelassene Einrichtung": den Artikeln 9 und 10 des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens gemäß zugelassene juristische Person, die die den Verpackungsverantwortlichen obliegende Rücknahmepflicht übernimmt;

23° "interregionale Verpackungskommission": in Artikel 22 des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens gemeinte Kommission, die im Rahmen dieses Zusammenarbeitsabkommens mit gewissen Aufgaben im Bereich der Verwaltung, der Kontrolle und der Abgabe von Gutachten beauftragt wird;

24° "zuständige Regionalverwaltung": für die Flämische Region die "Openbare Afvalstoffenmaatschappij voor het Vlaamse Gewest", für die Wallonische Region die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region, für die Region Brüssel-Hauptstadt das "Institut bruxellois de gestion de l'environnement".

25° "regionaler Abfallplan": der oder die auf regionaler Ebene verabschiedeten Pläne in Ausführung von Artikel 7 der Richtlinie des Rates 75/442/EWG über Abfälle und Artikel 14 der Richtlinie 94/62/EG des Europäischen Parlaments und des Rates über Verpackungen und Verpackungsabfälle.

Art. 3 - § 1. Das vorliegende Zusammenarbeitsabkommen betrifft alle Transport-, Um- und Verkaufsverpackungen und -verpackungsabfälle, und hat folgende Zielsetzungen:

1° die Herstellung oder die Schädlichkeit der Verpackungsabfälle vermeiden oder verringern;

2° sicherstellen, daß der Anteil der wiederverwendbaren Verpackungen für dieselben vermarkten Güter im Vergleich zum vorhergehenden Jahr nicht zurückgeht und daß das Gesamtgewicht der Einwegverpackungen für dieselben vermarkten Güter im Vergleich zum vorhergehenden Jahr kleiner wird;

3° die Wiederverwendung fördern, die Verwertung und insbesondere die stoffliche Verwertung unterstützen und gegebenenfalls auferlegen, um die Verbrennung ohne Energierückgewinnung und die Deponierung der Verpackungsabfälle zu vermeiden oder zu verringern;

4° die Verpackungsverantwortlichen dank der Einführung einer Rücknahmepflicht dazu zwingen, die wirklichen und vollständigen Kosten der Sammlung, der Verwertung und der Beseitigung der Verpackungsabfälle innerhalb der in diesem Zusammenarbeitsabkommen beschriebenen Beschränkungen und Bestimmungen zu tragen;

5° für die Verpackungsverantwortlichen und die anderen an der Herstellung und Vermarktung von verpackten Gütern oder an der Rücknahme der Verpackungsabfälle beteiligten Personen eine Informationspflicht einführen und organisieren.

§ 2. Die gesamten Mindestprozentsätze in Sachen Verwertung und stoffliche Verwertung, die in Gewichtsprozentsätzen im Verhältnis zum Gesamtgewicht der auf den belgischen Markt gebrachten Einwegverpackungen ausgedrückt sind, betragen:

für 1996:

— stoffliche Verwertung: 35 %

— Gesamtverwertung: 50 %

für 1997:

— stoffliche Verwertung: 40 %

— Gesamtverwertung: 60 %

für 1998:

— stoffliche Verwertung: 45 %

— Gesamtverwertung: 70 %

für 1999:

— stoffliche Verwertung: 50 %

— Gesamtverwertung: 80 %

Diese Prozentsätze müssen in jeder der Regionen erreicht werden sowohl für Verpackungsabfälle häuslicher Herkunft als auch für Verpackungsabfälle industrieller Herkunft.

Die zu erreichenden Prozentsätze der stofflichen und Gesamtverwertung sind nach den von der interregionalen Verpackungskommission ausgearbeiteten Methoden zu errechnen. Der für diese Berechnung berücksichtigte Prozentsatz der Gesamtverwertung ist die Summe der für die stoffliche, die energetische und die organische Verwertung erreichten Prozentsätze.

Für das Jahr 1996 erfolgt die Berechnung auf der Grundlage des Zeitraums zwischen dem Inkrafttreten des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens und dem 31. Dezember 1996.

Spätestens am 1. Januar 1999 macht die interregionale Verpackungskommission den Regionen Vorschläge, um die im 1. Absatz des vorliegenden Paragraphen bestimmten Prozentsätze zu erhöhen. Diese Prozentsätze werden mit dem Ziel einer kompletten Verwertung aller Verpackungsabfälle und einer vollständigen Übernahme der Kosten für die Bewirtschaftung der Verpackungsabfälle durch den Verpackungsverantwortlichen festgelegt.

§ 3. Vor dem 1. Januar 1998 ist für jeden Typ der sowohl in Verpackungsabfällen häuslicher Herkunft als auch industrieller Herkunft enthaltenen Verpackungsmaterialien ein Prozentsatz der stofflichen Verwertung von mindestens 15 % zu erreichen. Dieser Prozentsatz wird im Verhältnis zum Gesamtgewicht jedes dieser Einwegverpackungsmaterialien, die während des vorigen Jahres auf den belgischen Markt gebracht worden sind, berechnet.

KAPITEL II — Allgemeiner Plan zur Abfallvermeidung

Art. 4 - § 1. Jeder in Artikel 2, 19°, a) gemeinte Verpackungsverantwortliche, der Produkte verpackt hat oder hat lassen, wobei mindestens 10 Tonnen Verpackungen pro Jahr verbraucht wurden, ist verpflichtet, alle drei Jahre, und das erste Mal ein Jahr nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Abkommens, der interregionalen Verpackungskommission einen allgemeinen Plan zur Abfallvermeidung vorzulegen.

Dieser Plan beinhaltet die von dem Verpackungsverantwortlichen überlegten Maßnahmen zur Abfallvermeidung unter Einhaltung der regionalen Abfallbewirtschaftungspläne. Er umfaßt insbesondere die geplanten Maßnahmen und bezifferten Zielvorgaben bezüglich:

a) der Erhöhung des Anteils der Menge stofflich verwertbarer Verpackungsabfälle im Verhältnis zur Menge nicht stofflich verwertbarer Verpackungsabfälle;

b) der Erhöhung des Anteils der Menge wiederverwendbarer Verpackungen im Verhältnis zur Menge Einwegverpackungen;

c) der Verbesserung der physischen Eigenschaften und der Charakteristiken der Verpackung mit dem Ziel, eine Verpackung herzustellen, die so beschaffen ist, daß sie unter den normalerweise vorhersehbaren Verwendungsbedingungen ein mehrmaliges Durchlaufen des Wirtschaftskreislaufs ertragen kann, oder stofflich verwertet werden kann;

d) der Verbesserung der physischen Eigenschaften und der chemischen Zusammensetzung der Verpackung mit dem Ziel, die Schädlichkeit der in ihr enthaltenen Materialien zu verringern, und die Auswirkungen der Verpackungsabfälle auf die Umwelt bei ihrer Bewirtschaftung auf ein Minimum zu beschränken;

e) der Reduzierung der Menge der Einwegverpackungen;

§ 2. Für jeden wirtschaftlichen Tätigkeitsbereich kann der in § 1 gemeinte Verpackungsverantwortliche ein Abkommen mit einer juristischen Person abschließen, um letzterer die sich aus dem vorstehenden Artikel ergebenden Verpflichtungen anzuvertrauen. Die Regionalregierungen können nach Stellungnahme der interregionalen Verpackungskommission die Durchführungsbestimmungen dieser Ermächtigung festlegen.

Art. 5 - Jeder allgemeine Plan zur Abfallvermeidung wird von der interregionalen Verpackungskommission geprüft und gegebenenfalls genehmigt oder abgelehnt.

Im Falle einer Ablehnung muß der nicht genehmigte Abfallvermeidungsplan innerhalb einer von der interregionalen Verpackungskommission festgelegten Frist wieder vorgelegt werden, wobei den von dieser geäußerten Bemerkungen Rechnung getragen werden muß.

KAPITEL III — Die Bewirtschaftung der Verpackungsabfälle

Abschnitt 1 — Rücknahmepflicht seitens des Verpackungsverantwortlichen

Art. 6 - Jeder Verpackungsverantwortliche unterliegt der Rücknahmepflicht.

Wenn der Verpackungsverantwortliche die in Artikel 2, 19°, a) oder b) gemeinte Person ist, werden die in Artikel 3, § 2 und 3, erwähnten Prozentsätze in Gewichtsprozentsätzen im Verhältnis zum Gesamtgewicht der Einwegverpackungen ausgedrückt, die vom Verpackungsverantwortlichen im Laufe des Jahres auf den Markt gebracht worden sind.

Wenn der Verpackungsverantwortliche die in Artikel 2, 19°, c) gemeinte Person ist, werden die in Artikel 3, § 2 und 3, erwähnten Prozentsätze in Gewichtsprozentsätzen im Verhältnis zum Gesamtgewicht der Einwegverpackungen ausgedrückt, die von dem Verpackungsverantwortlichen verbraucht werden, und nicht von einer in Artikel 2, 19°, a) gemeinten Person verpackt oder einer in Artikel 2, 19°, b) gemeinten Person eingeführt worden sind.

Art. 7 - § 1. Um Artikel 6 zu genügen, kann der Verpackungsverantwortliche selber seiner Rücknahmepflicht nachkommen, gegebenenfalls durch den Abschluß eines Vertrags mit einer öffentlich-rechtlichen oder privatrechtlichen Drittperson, durch den letztere mit der Durchführung der Rücknahmepflicht ganz oder teilweise beauftragt wird.

In diesem Fall ist der Verpackungsverantwortliche innerhalb 6 Monaten nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens verpflichtet, der interregionalen Verpackungskommission mitzuteilen, wie er seiner Rücknahmepflicht nachkommt oder wie die Drittperson, mit der er vertraglich verbunden ist, die Durchführung seiner individuellen Rücknahmepflicht ermöglicht.

Diese Information wird jedes Jahr vor dem 31. März mitgeteilt und gibt gegebenenfalls jede Änderung in der verwendeten Arbeitsmethode an.

Was die Verpackungsabfälle häuslicher Herkunft angeht, erfolgt die Durchführung der im 1. Absatz erwähnten Rücknahmepflicht, ohne daß die Befugnisse der öffentlich-rechtlichen Person, die für die Sammlung der häuslichen Abfälle auf der öffentlichen Straße verantwortlich ist, dabei beeinträchtigt werden.

§ 2. Die Art und Weise, wie der in § 1 des vorliegenden Artikels gemeinte Verpackungsverantwortliche seiner Rücknahmepflicht nachkommt, wird von der interregionalen Verpackungskommission bewertet, und gegebenenfalls genehmigt oder abgelehnt.

Art. 8 - Unbeschadet der Anwendung der anderen Bestimmungen des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens kann jeder Verpackungsverantwortliche, der nicht selber seine Rücknahmepflicht kraft Artikel 7 erfüllen will, eine nach Artikel 10 zugelassene Einrichtung mit der Durchführung seiner Rücknahmepflicht beauftragen.

Die für Verpackungen verantwortlichen Einzelhändler können eine natürliche oder juristische Person bevollmächtigen, um sie bei der zugelassenen Einrichtung zu vertreten.

Was den Verpackungsverantwortlichen angeht, wird davon ausgegangen, daß er die Rücknahmepflicht erfüllt, sobald er nachweisen kann, daß er mit dieser zugelassenen Einrichtung einen Vertrag abgeschlossen hat, entweder direkt oder durch die Vermittlung einer natürlichen oder juristischen Person, die dazu befugt ist, ihn zu vertreten, wobei die zugelassene Einrichtung den ihr zukommenden Verpflichtungen kraft Artikel 12, 2° genügen muß.

Abschnitt 2 — Die zugelassenen Einrichtungen

Unterabschnitt 1 — Zulassung einer Einrichtung

Art. 9 - Die Zulassung von Einrichtungen, die von den Verpackungsverantwortlichen mit der Durchführung ihrer Verpflichtungen kraft Artikel 6 beauftragt werden, kann nur juristischen Personen gewährt werden, die folgende Bedingungen erfüllen:

1° eine Vereinigung ohne Erwerbzweck sein in Übereinstimmung mit dem Gesetz vom 27. Juni 1921 zur Gewährung der Rechtspersönlichkeit an Vereinigungen ohne Erwerbzweck und gemeinnützige Einrichtungen;

2° eine Einrichtung sein, deren einziger statutenmäßiger Gesellschaftszweck die Übernahme der Rücknahmepflicht für Rechnung ihrer Vertragspartner ist, kraft Artikel 6 des vorliegenden Abkommens

3° eine Einrichtung sein, unter deren Verwaltern oder Personen, die sich für sie verpflichten können, es nur Personen gibt, die im Besitz ihrer bürgerlichen und politischen Rechte sind;

4° eine Einrichtung sein, unter deren Verwaltern oder Personen, die sich für sie verpflichten können, es keine Person gibt, die wegen Verstoß gegen die Umweltregelungen der Regionen oder eines Mitgliedsstaates der Europäischen Union verurteilt worden ist;

5° über zureichende Mittel verfügen, um die Rücknahmepflicht zu erfüllen.

Art. 10 - § 1. Der Zulassungsantrag muß per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief mit Empfangsbestätigung an die interregionale Verpackungskommission zugestellt werden, und zwar in 10 Ausfertigungen.

§ 2. Der Antrag enthält folgende Angaben:

- 1° eine Kopie der im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlichten Satzungen;
- 2° ein Finanzplan und eine Haushaltsplanung für die Dauer der Zulassung, insbesondere mit folgenden Informationen:
 - eine Schätzung der Einnahmen pro Kilo für die verschiedenen Erzeugnisse aus den unterschiedlichen Verfahrensbereichen der stofflichen Verwertung;
 - die Berechnungs- und Schätzungsmethoden und die Höhe der Beiträge zur Deckung der wirklichen und kompletten Kosten der Verpflichtungen zu Lasten der zugelassenen Einrichtung in Anwendung des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens sowie die Erhebungsmodalitäten pro Materialsorte;
 - die für die Revidierung der Beiträge angewandten Bedingungen und Modalitäten unter Berücksichtigung der Entwicklung der Verpflichtungen zu Lasten der zugelassenen Einrichtung in Anwendung des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens;
 - die Modalitäten zur Verwendung der Einnahmen zugunsten einer reibungslosen Funktion des Systems, z.B. durch die Hinterlegung eventueller Rücklagen;
 - eine Schätzung der Ausgaben;
 - die Finanzierung eventueller Verluste;
- 3° das abgedeckte geographische Gebiet;
- 4° die Eigenart der betroffenen Abfälle;
- 5° der Entwurf eines Mustervertrags, den die zugelassene Einrichtung mit den Verpackungsverantwortlichen abschließen muß, um ihre Rücknahmepflicht zu übernehmen;
- 6° wenn die Zulassung Verpackungsabfälle häuslicher Herkunft betrifft, ein in Übereinstimmung mit den regionalen Abfallplänen erstelltes Vereinbarungsmuster. Diese Vereinbarung muß der Verpackungsverantwortliche mit den öffentlich-rechtlichen Personen abschließen, die auf dem betreffenden geographischen Gebiet für das Einsammeln der häuslichen Abfälle verantwortlich sind. Das Vereinbarungsmuster muß folgendes bestimmen:
 - die Modalitäten zur Sammlung der Verpackungsabfälle häuslicher Herkunft und zur Übernahme der Gesamtheit der gesammelten Verpackungsabfälle;
 - die technischen Mindestbedingungen pro Material oder Abfalltyp für die Sortierung sowie für die Planung und Organisation der Abfuhr und den Verkauf der sortierten Materialien entweder durch die betroffene öffentlich-rechtliche Person oder über den von der zugelassenen Einrichtung vorgeschlagenen Vertriebsweg;
 - die Regeln und Modalitäten für die Rückzahlung der wirklichen und vollständigen Kosten, einschließlich der Gemeinkosten, der von der bzw. den öffentlich-rechtlichen Person(en) durchgeführten Operationen, wobei die thermische Verwertung und die Beseitigung der Operationsrückstände einbegriffen sind;
 - die Regeln und Modalitäten für die Rückzahlung der Kommunikationskosten bezüglich der praktischen Durchführungsbestimmungen für die Sammlung von Verpackungsabfällen;
 - die Art und Weise, wie die Einrichtung die Beschäftigungslage in den Vereinigungen oder Gesellschaften mit Sozialzweck, deren Gesellschaftszweck in der Verwertung und stofflichen Verwertung von Verpackungsabfällen besteht, sichern und weiterentwickeln will.
- 7° wenn die Zulassung Verpackungsabfälle industrieller Herkunft betrifft, eine Studie bezüglich der erforderlichen technischen Mittel und Infrastruktur, um jedes Jahr während des Zeitraums, für den die Zulassung beantragt worden ist, die im vorliegenden Abkommen festgelegten Prozentsätze zu erreichen, und bezüglich der Art und Weise, wie die Einrichtung die Beschäftigung in den Vereinigungen oder Gesellschaften mit Sozialzweck, deren Gesellschaftszweck in der Sammlung, Verwertung und stofflichen Verwertung der Verpackungsabfälle besteht, sichern und weiterentwickeln will.

§ 3. Die interregionale Verpackungskommission beschließt über den Antrag innerhalb einer Frist von sechs Monaten nach seiner Einreichung.

Wenn die Antragsakte nicht vollständig ist, wenn sie nicht alle in § 1 und 2 erwähnten Punkte beinhaltet, oder wenn die interregionale Verpackungskommission zusätzliche Angaben verlangt, wird diese Frist ausgesetzt bis zum Zeitpunkt, wo die Akte durch ein bei der Post aufgegebenes Einschreiben vervollständigt oder die Informationsanfrage beantwortet wird.

§ 4. In der Zulassung werden die Bedingungen bestimmt, die die Einrichtung einhalten muß.

Die Zulassung wird für einen Zeitraum von höchstens 5 Jahren gewährt. Jede Zulassung für einen Zeitraum von weniger als 5 Jahren muß begründet werden. Die Zulassung wird auszugsweise im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Die Zulassung gilt erst ab dem Augenblick, wo die in Artikel 12, 3° erwähnte Verpflichtung erfüllt ist.

Unterabschnitt 2 — Finanzielle Sicherheiten zu Lasten der für Verpackungsabfälle häuslicher Herkunft zugelassenen Einrichtungen

Art. 11 - § 1. In der Zulassung, die der für Verpackungsabfälle häuslicher Herkunft zugelassenen Einrichtung gewährt wird, legt die interregionale Verpackungskommission die Höhe der finanziellen Sicherheiten fest, die den geschätzten Kosten für die Übernahme während eines Jahres der Rücknahmepflicht durch die öffentlich-rechtlichen Personen im Laufe des letzten Jahres der Zulassung entspricht.

§ 2. Jede finanzielle Sicherheit wird innerhalb eines Zeitraums von sechzig Werktagen ab dem Datum der Genehmigung des Vertrags durch die betroffene Regionalregierung in Übereinstimmung mit Artikel 13, § 2 geleistet. Diese Sicherheit wird bei der interregionalen Verpackungskommission zu Gunsten jeder öffentlich-rechtlichen Person, die in ihrem geographischen Gebiet für die Sammlung des Haushaltsmülls verantwortlich ist, gestellt. Für jede öffentlich-rechtliche Person wird im Namen der interregionalen Verpackungskommission ein unterschiedliches Konto eröffnet.

Die finanzielle Sicherheit besteht entweder in einer Einzahlung auf das Konto der Hinterlegungs- und Konsignationszentrale oder in einer Bankbürgschaft. In jedem dieser Fälle bestimmt die zugelassene Einrichtung, daß die Sicherheit ganz oder teilweise einzahlbar ist auf einfache Anfrage der Kommission, mit der Begründung, daß die Verpflichtungen nicht erfüllt worden sind.

Wenn die finanzielle Sicherheit in einer Bankbürgschaft besteht, dann muß diese zwangsläufig von einer Kreditsanstellung ausgestellt werden, die entweder bei der Bank- und Finanzkommission oder einer für die Kontrolle der Kreditanstalten befugten Behörde eines Mitgliedsstaates der Europäischen Union anerkannt ist.

Die zugelassene Einrichtung ist verpflichtet, die Sicherheit jährlich zu erhöhen, und zwar um einen Betrag, der den Zinsen entspricht, die im Laufe des vorhergehenden Jahres abgeworfen worden sind. Wenn die finanzielle Sicherheit in einer Bankbürgschaft besteht, dann wird diese um einen Betrag erhöht, der den Zinsen entspricht, die der Bürgschaftsbetrag abgeworfen hätte, wenn er bei der Hinterlegungs- und Konsignationszentrale eingelegt worden wäre.

§ 3. Wenn die zugelassene Einrichtung ihren Verpflichtungen teilweise oder insgesamt nicht nachkommt, ob dies aus freiem Antrieb oder im Anschluß an eine Verwaltungsstrafe geschieht, dann fordert die interregionale Verpackungskommission die Einzahlung eines Teils oder der Gesamtheit der finanziellen Sicherheit, um die von den öffentlich-rechtlichen Personen in der Durchführung der der zugelassenen Einrichtung obliegenden Verpflichtungen erlittenen Kosten zu decken.

§ 4. Die Sicherheiten werden nur dann zurückerstattet:

- 1° wenn die zugelassene Einrichtung am Ende der Gültigkeitsfrist der Zulassung diese nicht erneuern will,
- 2° und unter der Voraussetzung, daß die interregionale Verpackungskommission festgestellt hat, daß die zugelassene Einrichtung ihre gesamten Verpflichtungen erfüllt hat.

Unterabschnitt 3 — Verpflichtungen zu Lasten der zugelassenen Einrichtungen

Art. 12 - Die zugelassene Einrichtung ist verpflichtet:

- 1° die in der Zulassung festgelegten Bedingungen einzuhalten;
- 2° die in Artikel 3, § 2 und 3 festgelegten Zielsetzungen im Bereich der stofflichen Verwertung und Gesamtverwertung innerhalb der vorgesehenen Fristen zu erreichen, und zwar für die Gesamtheit der mit ihr vertraglich gebundenen Verpackungsverantwortlichen. Diese Ergebnisse sind in Gewichtsprozentsätzen ausgedrückt im Verhältnis zu dem Gesamtgewicht der Einwegverpackungen, für welche die Vertragspartner die betroffenen Verpackungsverantwortlichen sind;
- 3° einen Versicherungsvertrag abzuschließen zur Deckung der Schäden, die durch ihre Tätigkeiten verursacht werden könnten;
- 4° bei ihren Vertragspartnern ohne Diskriminierung die Beiträge einzuziehen, die zur Deckung der wirklichen und vollständigen Kosten für die ganzen Verpflichtungen, die ihr aufgrund des vorliegenden Abkommens zukommen, erforderlich sind;
- 5° jedes Jahr bei der interregionalen Verpackungskommission ihre Bilanz und Erfolgskonten für das abgelaufene Jahr, sowie die Haushaltsentwürfe für das kommende Jahr vorlegen, unter Einhaltung der von dieser Kommission bestimmten Fristen und Modalitäten.

Art. 13 - § 1. Wenn die Rücknahmepflicht Verpackungsabfälle häuslicher Herkunft betrifft, erfüllt die zugelassene Einrichtung eine Aufgabe öffentlichen Dienstes; daher muß sie neben den in Artikel 12 erwähnten Verpflichtungen auch folgenden Rechnung tragen:

- 1° das gesamte belgische Staatsgebiet, in dem die Verpackungsverantwortlichen ihre Produkte vermarkten, auf homogene Weise abdecken, so daß die Sammlung, die Verwertung und die Beseitigung der zurückgenommenen Abfälle gewährleistet werden, oder gegebenenfalls den Nachweis eines diesbezüglichen Abkommens mit Dritten erbringen können;
- 2° jedes Jahr, während des Zeitraums, für den die Zulassung beantragt worden ist, die in Artikel 3, § 2 und 3, des vorliegenden Abkommens vorgesehenen Prozentsätze auf homogene Weise erreichen;
- 3° in jeder Region einen gleichen Prozentsatz der Bevölkerung bedienen;
- 4° die Beiträge ihrer Vertragspartner pro Verpackungsmaterial berechnen, und zwar im Verhältnis zu:
 - den wirklichen und vollständigen Kosten, die jedem dieser Materialien entsprechen;
 - den Einnahmen aus dem Verkauf der gesammelten und sortierten Materialien;
 insbesondere im Hinblick auf die Finanzierung der wirklichen und vollständigen Kosten:
 - der bestehenden oder zu organisierenden Sammlungen, nach Modalitäten, die von der öffentlich-rechtlichen Person, die in dem entsprechenden geographischen Gebiet für die Sammlung der Haushaltsabfälle verantwortlich ist, festzulegen sind;
 - der Information über die Durchführungsbestimmungen und der Sensibilisierung der Öffentlichkeit über diese Sammlungen;
 - der Sortierung der gesammelten Verpackungsabfälle;
 - der Beseitigung der Sortierungsrückstände, der Verwertung und stofflichen Verwertung der Verpackungsabfälle und des eventuellen Defizits in den verschiedenen Verfahrensbereichen;
- 5° die Beschäftigung in den Vereinigungen oder Gesellschaften mit Sozialzweck, deren Gesellschaftszweck die Verwertung oder stoffliche Verwertung von Verpackungsabfällen ist, gewährleisten und weiterentwickeln;
- 6° die Durchführungsmodalitäten in Sachen Müllsammlung einhalten, so wie sie von den öffentlich-rechtlichen Personen, die auf ihrem geographischen Gebiet für das Einsammeln der Haushaltsabfälle verantwortlich sind, festgelegt worden sind;
- 7° mit jeder auf ihrem geographischen Gebiet für die Sammlung der Haushaltsabfälle verantwortlichen öffentlich-rechtlichen Person einen Vertrag abschließen, der dem Mustervertrag entspricht, der von der interregionalen Verpackungskommission im Rahmen des in Artikel 10 erwähnten Zulassungsverfahrens genehmigt worden ist, und zwar unter der aufschiebenden Bedingung des ausdrücklichen oder stillschweigenden Einverständnisses der betroffenen Regierung kraft des in § 2 des vorliegenden Artikels erwähnten Verfahrens;
- 8° innerhalb einer Frist von sechzig Tagen nach der Genehmigung des in 7° gemeinten Vertrags durch die Regierung kraft § 2 des vorliegenden Artikels eine finanzielle Sicherheit nach Artikel 11 leisten;
- 9° es akzeptieren, mit jedem Verpackungsverantwortlichen, der die zugelassene Einrichtung hierum ersucht, einen Vertrag abzuschließen, der dem in Artikel 10, § 2, 5° erwähnten Vertrag entspricht.

§ 2. Innerhalb einer Frist von zehn Tagen nach dem Abschluß des in § 1, 7° gemeinten Vertrags übermittelt die öffentlich-rechtliche Person eine Kopie des Vertrags an die Regierung der Region, auf deren Gebiet sie sich befindet, sowie an die zuständige Regionalverwaltung und die interregionale Verpackungskommission. Die Regierung verfügt über eine Frist von sechzig Werktagen, um die Übereinstimmung des besagten Vertrags mit dem regionalen Abfallplan und den Zulassungsbedingungen zu prüfen, und ihn zu genehmigen oder abzulehnen. Wenn die Regierung am Ablauf dieser Frist noch keine Entscheidung getroffen hat, gilt der Vertrag als genehmigt.

§ 3. Im Falle einer Unstimmigkeit zwischen der zugelassenen Einrichtung und der öffentlich-rechtlichen Person bezüglich des Abschlusses und der Durchführung des in § 1 gemeinten Vertrags, beantragen die betroffenen Parteien die Vermittlung der zuständigen Regionalverwaltung.

Unterabschnitt 4 — Kontrolle der zugelassenen Einrichtungen

Art. 14 - Die interregionale Verpackungskommission ist berechtigt, die Betriebsrevisoren der zugelassenen Einrichtung zu befragen, um alle benötigten Informationen zu erhalten. Wenn die zugelassene Einrichtung keine Betriebsrevisoren ernannt hat, kann die interregionale Verpackungskommission die Buchhaltung durch einen von ihr bezeichneten Revisor untersuchen lassen. Diese Aufgabe erfolgt zu Lasten der zugelassenen Einrichtung.

Art. 15 - Um sicherzustellen, daß den Aufgaben öffentlichen Dienstes und den durch das vorliegende Abkommen auferlegten Verpflichtungen Rechnung getragen wird, wird von jeder Regionalregierung ein Bevollmächtigter bei der zugelassenen Einrichtung für Angelegenheiten im Bereich der Verpackungsabfälle häuslicher Herkunft, sowie dessen Stellvertreter, ernannt und abgesetzt.

Auf ihre Anfrage hin werden die Bevollmächtigten von dem Verwaltungsrat der zugelassenen Einrichtung angehört. Sie können zu jeder Zeit den Betriebsrevisor befragen, und die Bücher, den Briefwechsel, die Protokolle und im allgemeinen alle Unterlagen und Schriftstücke der zugelassenen Einrichtung untersuchen. Sie können von den Verwaltern und Bediensteten der zugelassenen Einrichtung Erläuterungen und Informationen verlangen, und jegliche Kontrollen vornehmen, die ihnen im Rahmen der Durchführung ihres Auftrags erforderlich erscheinen.

Die Bevollmächtigten können innerhalb einer Frist von acht Werktagen bei der interregionalen Verpackungskommission Einspruch einlegen gegen jegliche von der zugelassenen Einrichtung getroffene Entscheidung in Sachen Jahreshaushalte und Tarifgestaltung.

Diese Frist läuft ab dem Tag der Versammlung, während der die Entscheidung getroffen wurde, unter der Voraussetzung, daß die Bevollmächtigten regelmäßig einberufen worden sind; ist dies nicht der Fall, dann läuft die Frist ab dem Tag, an dem sie über diese Entscheidung informiert worden sind. Der Einspruch hat aufschiebende Wirkung. Wenn die interregionale Verpackungskommission innerhalb einer Frist von dreißig Werktagen, die am selben Tag wie die in Absatz 3 erwähnte Frist beginnt, keinen Beschluß gefaßt hat, dann wird die Entscheidung der zugelassenen Einrichtung annulliert. Die interregionale Verpackungskommission teilt der zugelassenen Einrichtung ihre Entscheidung mit.

Abschnitt 3 — Verpflichtungen zu Lasten der Verkäufer und Verbraucher

Art. 16 - § 1. Jeder Verkäufer von verpackten häuslichen Waren ist verpflichtet, unter seiner Verantwortung alle als Verkaufsverpackungen verwendeten Transport- und Umverpackungen, die von den Verbrauchern zurückgebracht oder an der Stelle verlassen werden, in zu diesem Zweck dienenden Behältern aufzunehmen, unter der Voraussetzung, daß diese Verpackungen von den vom ihm vermarkten Produkten stammen.

§ 2. Was die Verpackungsabfälle industrieller Herkunft betrifft, und wenn der Verpackungsverantwortliche die in Artikel 2, 19, a) oder b) gemeinte Person ist, muß der Verbraucher von verpackten Waren:

- entweder die Verpackungsabfälle an den Verpackungsverantwortlichen oder die kraft Artikel 7 bezeichnete Person übergeben,
- oder die Verpackungsabfälle an die kraft Artikel 8 bezeichnete zugelassene Einrichtung übergeben,
- oder aber die Verpackungsabfälle verwerten oder stofflich verwerten, wobei dem Verpackungsverantwortlichen den Nachweis dieser Verwertung bzw. stofflichen Verwertung direkt oder durch die Vermittlung der Verkäufer der verpackten Waren erbracht werden muß.

KAPITEL IV — Informationspflicht

Abschnitt 1 — Die Informationspflichten gegenüber der interregionalen Verpackungskommission

Art. 17 - § 1. Der Verpackungsverantwortliche ist verpflichtet, spätestens am 31. März eines jeden Jahres der interregionalen Verpackungskommission folgende Angaben über das vorhergehende Jahr und Schätzungen über das laufende Jahr mitzuteilen, wobei ein von dieser Kommission aufgestelltes Formular zu verwenden ist:

1° die auf den Markt gebrachte Gesamtmenge der Transport-, Um- und Verkaufsverpackungen, in kg, Volumen und Anzahl Einheiten, wobei die Einwegverpackungen von den wiederverwendbaren Verpackungen unterschieden werden;

2° die Zusammensetzung jeder Verpackungsart unter Angabe der verwendeten Materialien und wenigstens des Vorhandenseins von Schwermetallen und stofflich verwerteter Materialien, ausgedrückt in Gewichtsprozentsätzen;

3° die Gesamtmenge der gesammelten, verwerteten, stofflich verwerteten, mit oder ohne energetische Verwertung verbrannten, und deponierten Verpackungsabfälle, mit einer Aufteilung je nach den verschiedenen Materialien;

4° die Gesamtmenge in Gewicht und in Volumen der in Einwegverpackungen vermarkteten Waren, mit einer Aufteilung je nach den verschiedenen Verpackungsmaterialien;

5° die Gesamtmenge der wegen ihres Verseuchungspotentials aufgrund der in ihnen enthaltenen Produkten als gefährlich betrachteten Verpackungen, pro Materialsorte.

Die in 1° und 3° enthaltenen Angaben werden ebenfalls pro Region mitgeteilt.

§ 2, Jeder Verpackungsverantwortliche darf die sich aus § 1 des vorliegenden Artikels ergebenden Informationspflichten an eine juristische Person anvertrauen, mit der er durch ein Abkommen verbunden ist, und zwar pro wirtschaftlichen Tätigkeitssektor. Die Regionalregierungen können aufgrund des Gutachtens der interregionalen Verpackungskommission die Modalitäten dieser Beauftragung festlegen.

§ 3. Wenn der Verpackungsverantwortliche eine zugelassene Einrichtung mit der Durchführung seiner Rücknahmepflicht beauftragt, teilt diese für jeden ihrer Auftraggeber wenigstens die Angaben mit, die kraft § 1, 1°, 3° und 4° des vorliegenden Artikels erforderlich sind. Der zugelassenen Einrichtung wird erlaubt, die kraft § 1, 3° erforderlichen Angaben global für die Gesamtheit ihrer Auftraggeber mitzuteilen.

§ 4. Der Verpackungsverantwortliche oder die juristische Person, die dazu berechtigt ist, ihn zu vertreten, ist verpflichtet, spätestens am 31. März jedes Jahres und das erste Mal zwei Jahre nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens, der interregionalen Verpackungskommission eine Bewertung der Durchführung des in Kapitel II des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens erwähnten allgemeinen Plans zur Abfallvermeidung zukommen zu lassen.

§ 5. Was die Verpackungsabfälle häuslicher Herkunft betrifft, sind die öffentlich-rechtlichen Personen, die auf ihrem geographischen Gebiet für die Sammlung des Haushaltsmülls verantwortlich sind, verpflichtet, spätestens am 31. März jedes Jahres und das erste Mal zwölf Monate nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens, der interregionalen Verpackungskommission die Mengen und die Einnahmen aus dem Verkauf der sortierten Materialien mitzuteilen.

Art. 18 - Jede zugelassene Einrichtung ist verpflichtet, vor dem 31. März eines jeden Jahres und das erste Mal sechs Monate nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens, der interregionalen Verpackungskommission folgende Angaben über das vorhergehende Jahr und Schätzungen über das laufende Jahr mitzuteilen:

1° das vollständige Verzeichnis der Verpackungsverantwortlichen, die kraft Artikel 8 mit der zugelassenen Einrichtung vertraglich verbunden sind;

2° pro Art Verpackungsabfälle und pro in die Zusammensetzung dieser Abfälle verwendeten Werkstoff, die von ihren Vertragspartnern vermarkteten Gesamtmengen und im Laufe des vorhergehenden Jahres gesammelten, verwerteten, stofflich verwerteten und beseitigten Prozentsätze, sowie die erreichten Deckungsprozentsätze;

3° die finanziellen Mittel, die von jedem Verpackungsverantwortlichen, der kraft Artikel 8 mit der zugelassenen Einrichtung vertraglich verbunden ist, zur Verfügung gestellt worden sind;

4° die finanziellen Angaben, die bei der Berechnung der Beiträge berücksichtigt werden.

Die in 2° erwähnten Angaben werden nach Regionen aufgeschlüsselt.

Abschnitt 2 — Die Informationspflichten den Verbrauchern gegenüber

Art. 19 - Mit Ausnahme der Mitteilungen bezüglich der praktischen Modalitäten der Sammlung von Verpackungsabfällen gemäß Artikel 10, § 2, 6°, und Artikel 13, § 1, 4° und 7°, wird jedes Projekt von Aktionen im Bereich der Information, der Sensibilisierung der Verbraucher und der Bekanntmachung, das von der zugelassenen Einrichtung beabsichtigt wird, der Zustimmung der interregionalen Verpackungskommission unterworfen. Diese verfügt über sechzig Werkstage, um über das Aktionsprojekt zu entscheiden. Wenn die Kommission nach Ablauf dieser Frist keine Entscheidung getroffen hat, gilt das Aktionsprojekt als genehmigt.

Die zugelassene Einrichtung darf auf keinen Fall als Sponsor auftreten.

Art. 20 - Das Anbringen auf den Verpackungen von Zeichen oder Texten, die darauf abzielen, die Erfüllung der sich aus dem vorliegenden Abkommen ergebenden Verpflichtungen zu veranschaulichen, unterliegt der vorherigen Genehmigung der interregionalen Verpackungskommission, die entweder von der zugelassenen Einrichtung oder von den Verpackungsverantwortlichen, die die Durchführung ihrer Rücknahmepflicht nicht einer zugelassenen Einrichtung anvertraut haben, beantragt werden muß. Die interregionale Verpackungskommission verfügt über eine Frist von sechzig Werktagen, um über das Zeichen- oder Textprojekt zu entscheiden. Wenn die Kommission nach Ablauf dieser Frist keine Entscheidung getroffen hat, gilt das Zeichen- oder Textprojekt als genehmigt.

Art. 21 - § 1. Mit Ausnahme der Einzelhändler ist jeder Verkäufer verpflichtet, an den Ein- und Ausgängen jeder seiner Verkaufsstellen, an einem klar sichtbaren Platz, eine Bekanntmachung an die Kundschaft anzubringen, die folgendes erklärt:

1° die Art und Weise, wie er die ihm nach Artikel 16, § 1 auferlegte Verpflichtung erfüllt;

2° die vom Verpackungsverantwortlichen oder von der Person, die dazu berechtigt ist, ihn zu vertreten, für jeden Typ der in der Verkaufsstelle vermarkteten Verpackungen eingenommenen Geldbeträge, die zur Finanzierung der sich aus dem vorliegenden Abkommen ergebenden Verpflichtungen dienen.

§ 2. Der Verpackungsverantwortliche ist verpflichtet, jedem Verkäufer, der um diese Information bittet, mitzuteilen, welche Geldbeträge, die zur Finanzierung der sich aus dem vorliegenden Abkommen ergebenden Verpflichtungen dienen, für jeden Typ der vom Verkäufer vermarkteten Verpackungen, eingenommen werden.

KAPITEL V — Die Interregionale Verpackungskommission Und Die Zuständige Regionalverwaltung

Abschnitt 1 — Die interregionale Verpackungskommission

Art. 22 - § 1. Die Regionen richten eine interregionale Verpackungskommission ein. Es handelt sich dabei um eine in Artikel 92bis des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen erwähnte gemeinsame Einrichtung. Diese Kommission verfügt über die Rechtspersönlichkeit.

Die Kommission setzt sich aus einem Entscheidungsorgan und einem ständigen Sekretariat, dessen Aufgabe es ist, dem Entscheidungsorgan beizustehen, zusammen.

Das Entscheidungsorgan besteht aus neun Mitgliedern. Jede Regionalregierung ernannt drei effektive und drei stellvertretende Mitglieder, die das effektive Mitglied bei dessen Abwesenheit ersetzen, und setzt sie ab.

Das ständige Sekretariat besteht aus Beamten und Bediensteten, die jede Regionalregierung der Kommission zur Verfügung stellt, im Hinblick auf die Durchführung der ihr obliegenden verwaltungsmäßigen und technischen Aufgaben.

§ 2. Die von den Regionalregierungen zur Verfügung gestellten Mitglieder des Entscheidungsorgan und des Personals des ständigen Sekretariats unterliegenden weiterhin den Bestimmungen des Statuts, das auf sie anwendbar ist.

Art. 23 - Das Entscheidungsorgan der interregionalen Verpackungskommission tagt mindestens ein Mal im Monat oder auf Anfrage eines seiner Mitglieder. Seine Sitzungen sind nur dann gültig wenn alle drei Regionen vertreten sind.

Die Mitglieder des Entscheidungsorgans der Kommission bezeichnen jedes Jahr, am Tag des Inkrafttretens des Zusammenarbeitsabkommens, einen Vorsitzenden unter ihnen, wobei das Prinzip einer Wechselfolge zwischen den Regionen beachtet werden muß. Das Sekretariat des Entscheidungsorgans wird von einem Mitglied des Personals des ständigen Sekretariats übernommen.

Die Gutachten, Vorschläge oder Entscheidungen der Kommission bedürfen der Einstimmigkeit, unter der Voraussetzung, daß mindestens ein Mitglied jeder Region anwesend ist.

Art. 24 - Der Jahreshaushalt der interregionalen Verpackungskommission wird von jeder der Regionen gedeckt unter Anwendung des in Artikel 16bis, § 1 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 zur Finanzierung der Gemeinschaften und der Regionen erwähnten Verteilungsschlüssels.

Art. 25 - § 1. Das Entscheidungsorgan der interregionalen Verpackungskommission:

1° genehmigt die allgemeinen Abfallvermeidungspläne;

2° genehmigt die Art und Weise, wie die Verpackungsverantwortlichen, die keine zugelassene Einrichtung mit der Durchführung ihrer Rücknahmepflicht beauftragt haben, ihre Verpflichtungen selbst erfüllen;

3° gewährt der Einrichtung die Zulassung, setzt diese Zulassung aus oder zieht sie zurück, oder ändert im Interesse der Allgemeinheit, und nachdem sie die Vertreter der zugelassenen Einrichtung angehört hat, die Bedingungen der Ausführung der im Abkommen erwähnten Aktivitäten ab.

4° legt den Betrag jeder finanziellen Sicherheit fest und beantragt gemäß Artikel 11 die Einzahlung dieser Sicherheit, wenn den in Artikel 12, 2° angeführten Verpflichtungen nicht Rechnung getragen wird.

5° genehmigt jedes Projekt von Aktionen im Bereich der Information, der Sensibilisierung der Verbraucher und der Bekanntmachung, das von der zugelassenen Einrichtung beabsichtigt wird, mit Ausnahme der Mitteilungen bezüglich der praktischen Modalitäten der Sammlung von Verpackungsabfällen gemäß Artikel 10, 6°, und Artikel 13, § 1, 4° und 7°;

6° genehmigt das Anbringen auf den Verpackungen von Zeichen oder Texten, die darauf abzielen, die Erfüllung der sich aus dem vorliegenden Abkommen ergebenden Verpflichtungen zu veranschaulichen;

7° bestimmt die globalen Bezugswerte für das Gewicht der jedes Jahr in jeder Region vermarkteten Einwegverpackungen und die spezifischen Bezugswerte für das Gewicht der jedes Jahr durch die Verpackungsverantwortlichen, die mit einer zugelassenen Einrichtung einen Vertrag abgeschlossen haben, vermarkteten Einwegverpackungen;

8° legt den Stellenplan und die internen Betriebsregeln des ständigen Sekretariats fest.

Die Kommission prüft:

1° die Art und Weise, wie die Mindestprozentsätze in Sachen Verwertung und stoffliche Verwertung durch die Verpackungsverantwortlichen oder die zugelassenen Einrichtungen erreicht werden;

2° die Angaben, die ihr kraft Artikel 17 und 18 mitgeteilt werden müssen.

§ 3. Die Mitglieder des ständigen Sekretariats der Kommission befragen die Betriebsrevisoren der zugelassenen Einrichtung oder untersuchen die Konten gemäß Artikel 14 und sorgen für die Einhaltung der Bestimmungen des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens.

§ 4. Die Kommission erstellt jedes Jahr einen für die Regionalregierungen bestimmten Bericht über ihre Aktivitäten.

Art. 26 - Die interregionale Verpackungskommission macht Vorschläge und/oder gibt Gutachten ab, die für die Regionalregierungen bestimmt sind, und folgendes betreffen:

1° ihr Jahreshaushalt, und zwar jährlich, und das erste Mal auf jeden Fall in den drei Monaten nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens;

2° das Auferlegen von höheren Prozentsätzen in Sachen Verwertung und stoffliche Verwertung für die in Artikel 3, § 2 und 3 gemeinten Verpackungsabfälle;

3° das Auferlegen ab dem 1. Januar 1998 von höheren Mindestprozentsätzen pro Verpackungsmaterial in Sachen stoffliche Verwertung, gemäß Artikel 3, § 3;

4° das Auferlegen von zusätzlichen Verpflichtungen an die Verpackungsverantwortlichen und an die zugelassenen Einrichtungen, um Prozentsätze in Sachen Verwertung und stoffliche Verwertung zu erreichen, die die in Artikel 3, § 2 festgelegten Prozentsätze überschreiten;

5° das Ausschließen gewisser Verpackungsabfälle aus dem Anwendungsbereich des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens aus Gründen der Hygiene oder der Sicherheit, oder wegen der spezifischen Behandlung, die diese Abfälle erfordern;

6° die Berechnungsmodalitäten der spezifischen Sätze für Getränkeverpackungen in Sachen stoffliche Verwertung, gemäß Kapitel II des Buches III des ordentlichen Gesetzes vom 16. Juli 1993 zur Vervollständigung der föderalen Struktur des Staates;

7° die Art und Weise, wie die zugelassene Einrichtung die Beiträge bezieht und die Geldströme verteilt;

8° die Effizienz der Verfahrensbereiche bezüglich der Verwertung und stofflichen Verwertung;

9° die Bewertung der Höhe der Beiträge, die die zugelassene Einrichtung von ihren Vertragspartnern verlangt;

10° die Liste der Verpackungsabfälle, die häuslichen Verpackungsabfällen gleichgestellt werden.

Abschnitt 2 — Die zuständigen Regionalverwaltungen

Art. 27 - Jede zuständige Regionalverwaltung:

1° bietet ihre Vermittlung an im Falle einer Uneinigkeit zwischen der zugelassenen Einrichtung und der öffentlich-rechtlichen Person bezüglich des Abschlusses und der Durchführung des in Artikel 13, § 1, 7° erwähnten Vertrags;

2° gibt der interregionalen Verpackungskommission ihr Gutachten ab bezüglich der Effizienz der Verfahrensbereiche in Sachen Verwertung und stoffliche Verwertung;

3° gibt der interregionalen Verpackungskommission ihr Gutachten ab bezüglich der Übereinstimmung der Planung der von der zugelassenen Einrichtung abgedeckten geographischen Gebiete mit dem regionalen Abfallplan.

KAPITEL VI — Kontrolle und Verwaltungsstrafen

Abschnitt 1 — Kontrolle

Art. 28 - § 1. Unbeschadet der Befugnisse der Strafverfolgungsbeamten sind die Mitglieder des Personals des ständigen Sekretariats der interregionalen Verpackungskommission sowie die von den entsprechenden Regierungen innerhalb jeder zuständigen Regionalverwaltung bezeichneten Beamten mit der Kontrolle der Einhaltung der Bestimmungen des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens beauftragt. Die von ihnen erstellten Protokolle haben Beweiskraft solange kein Gegenbeweis erbracht wird.

§ 2. Alle Verpackungsverantwortlichen, Verkäufer und zugelassenen Einrichtungen sind verpflichtet, auf Anfrage der kraft § 1 bezeichneten Personen alle verlangten Unterlagen und Schriftstücke vorzuzeigen, und mündlich oder schriftlich alle erforderlichen Angaben mitzuteilen über die Durchführung ihrer Verpflichtungen kraft des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens.

Wenn diese Angaben anhand eines EDV-Systems bearbeitet, erstellt, geliefert, empfangen oder gespeichert werden, dann haben die kraft § 1 bezeichneten Personen das Recht, sich die auf EDV-Datenträgern gespeicherten Angaben unter einer deutlich lesbaren Form übermitteln zu lassen. Sie können ebenfalls verlangen, daß die im ersten Absatz gemeinte Person anhand ihrer eigenen EDV-Ausrüstung Kopien der gesamten oder eines Teils der oben erwähnten Daten in der erwünschten Form anfertigt, oder diese Daten so bearbeitet, daß sie eine Kontrolle der Einhaltung der sich aus dem vorliegenden Zusammenarbeitsabkommen ergebenden Verpflichtungen ermöglichen.

§ 3. Alle Verpackungsverantwortlichen, Verkäufer und zugelassenen Einrichtungen sind verpflichtet, zu jeder Zeit und ohne Voranmeldung den freien Zugang zu den Örtlichkeiten, wo sie ihre Aktivitäten ausüben, zu gestatten, um den kraft § 1 bezeichneten Personen zu erlauben, die Einhaltung der Bestimmungen des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens zu kontrollieren.

Gelten insbesondere als Örtlichkeiten, wo diese Aktivitäten ausgeübt werden: Büroräume, Fabriken, Werke, Werkstätten, Lager, Abstellräume, Garagen und als Werke, Werkstätten oder Aufbewahrungsorte dienende Gelände.

Abschnitt 2 — Aussetzung und Entzug der Zulassung

Art. 29 - Wenn eine der in Artikel 12 oder 13 erwähnten Verpflichtungen nicht eingehalten wird, kann die interregionale Verpackungskommission per Einschreibebrief eine Mahnung an die zugelassene Einrichtung richten.

Die interregionale Verpackungskommission kann die Aussetzung oder den vorübergehenden oder endgültigen Entzug der Zulassung beschließen, wenn:

- 1° einer ersten Mahnung keine Folge geleistet wurde;
- 2° die von der zugelassenen Einrichtung zu erreichenden Prozentsätze in Sache Verwertung und stoffliche Verwertung nicht erreicht worden sind;
- 3° die zugelassene Einrichtung ihren Verpflichtungen im Bereich der Information nicht nachgekommen ist;
- 4° die zugelassene Einrichtung den Zulassungsbedingungen nicht mehr genügt;
- 5° Verstöße gegen die Bestimmungen in Sachen Umweltschutz festgestellt worden sind.

Die Zulassung kann nur dann ausgesetzt oder entzogen werden, nachdem der oder die Vertreter der zugelassenen Einrichtung von der interregionalen Verpackungskommission angehört worden sind.

Abschnitt 3 — Verwaltungsstrafen

Art. 30 - § 1. Falls die in Artikel 4 gemeinte Person ihren allgemeinen Abfallvermeidungsplan nicht innerhalb der vorgeschriebenen Frist einreicht oder mehrmals einen Plan einreicht, der von der interregionalen Verpackungskommission als unzureichend betrachtet wird, können die Mitglieder des Personals des ständigen Sekretariats der besagten Kommission ihr unter Einhaltung der in Artikel 31 festgelegten Regeln eine Verwaltungsstrafe von BEF 10 000 auferlegen für jeden Plan, der nicht mitgeteilt, oder mehr als ein Mal als unzureichend betrachtet worden ist.

§ 2. Wenn ein Verpackungsverantwortlicher oder eine zugelassene Einrichtung die gemäß Artikel 6 oder 12 zu erzielenden, in Tonnen pro Jahr ausgedrückten Prozentsätze nicht innerhalb der vorgeschriebenen Frist erreicht, sind die Mitglieder des ständigen Sekretariats der Kommission berechtigt, aufgrund der bei der interregionalen Verpackungskommission und den zuständigen Regionalverwaltungen verfügbaren Angaben und unter Einhaltung der in Artikel 31 festgelegten Regeln, eine Verwaltungsstrafe aufzuerlegen, die sich auf folgende Beträge beläuft:

- 1° BEF 20 000 für jede nicht innerhalb der vorgesehenen Frist verwertete Tonne Verpackungsabfälle, oder
- 2° BEF 30 000 für jede nicht innerhalb der vorgesehenen Frist stofflich verwertete Tonne Verpackungsabfälle.

§ 3. Wenn der Verkäufer oder der Verbraucher den sich aus Artikel 16 ergebenden Verpflichtungen nicht nachkommt, sind die Mitglieder des ständigen Sekretariats der Kommission berechtigt, ihm unter Einhaltung der in Artikel 31 festgelegten Regeln eine Verwaltungsstrafe aufzuerlegen, deren Höhe BEF 500 000 nicht übersteigen darf.

Art. 31 - § 1. Die in Artikel 30 erwähnten Verwaltungsstrafen werden gemäß den Artikeln 2 bis 10 und 12ter bis 13 des Gesetzes vom 30. Juni 1971 bezüglich der Verwaltungsstrafen, die bei Verstößen gegen gewisse Sozialgesetze anwendbar sind, festgelegt, unter Zugrundelegung folgender Regeln:

- a) für die Anwendung der Artikel 2, 3, 6 bis 8 und 13 des vorgenannten Gesetzes versteht man unter "Arbeitgeber" den Verpackungsverantwortlichen, den Verkäufer oder den Verbraucher nach Artikel 16, oder die zugelassene Einrichtung;
- b) für die Anwendung der Artikel 5, 7 und 13 des vorgenannten Gesetzes versteht man unter "Arbeitsauditor" den Prokurator des Königs;
- c) bei dem in Artikeln 4, 6 und 10 des vorgenannten Gesetzes gemeinten Beamten handelt es sich um das bzw. die Mitglieder des Personals des ständigen Sekretariats der interregionalen Verpackungskommission;

d) für die Anwendung der Artikel 8 und 9 des vorgenannten Gesetzes versteht man unter "Arbeitsgericht" und "Arbeitsgerichtsstelle" das Zivilgericht;

e) für die Anwendung des Artikel 12ter des vorgenannten Gesetzes versteht man unter "Artikel 1bis" den Artikel 30 des vorliegenden Abkommens.

§ 2. Die Verwaltungsstrafe muß innerhalb einer Frist von drei Monaten ab der Zustellung des Beschlusses, durch den die Verwaltungsstrafe auferlegt wird, bezahlt werden. Dies erfolgt durch Einzahlung oder Überweisung auf das Konto der interregionalen Verpackungskommission anhand der dem Beschluß zur Verhängung der Verwaltungsstrafe beigefügten Formulare.

§ 3. Das Aufkommen der Verwaltungsstrafen kommt der interregionalen Verpackungskommission zu.

Art. 32 - Der Verpackungsverantwortliche, der Verkäufer oder Verbraucher nach Artikel 16, oder die zugelassene Einrichtung, der bzw. die den Beschluß des zuständigen Beamten beanstandet, kann durch ein Ansuchungsschreiben Einspruch bei dem Zivilgericht einlegen, gemäß Artikel 8 des Gesetzes vom 30. Juni 1971 bezüglich der Verwaltungsstrafen, die bei Verstößen gegen gewisse Sozialgesetze anwendbar sind. Dieser Einspruch setzt die Durchführung des Beschlusses nicht aus.

KAPITEL VII — Strafrechtliche Bestimmungen

Art. 33 - Jede Person, die verpflichtet ist, einen allgemeinen Abfallvermeidungsplan zu liefern, der in Artikel 4 des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens festgelegte Verpflichtung jedoch nicht nachkommt, wird mit einer Haftstrafe von einer Woche bis zwei Monate und einer Geldstrafe von 100 bis BEF 5 000, oder mit nur einer dieser Strafen, bestraft.

Jede Person, die den sich aus den Artikel 6, 12 und 13, § 1 des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens ergebenden Verpflichtungen nicht nachkommt, wird mit einer Haftstrafe von einem Monat bis ein Jahr und einer Geldstrafe von 1 000 bis BEF 2 000 000, oder mit nur einer dieser Strafen, bestraft.

Der Verkäufer oder Verbraucher, der den sich aus Artikel 16 des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens ergebenden Verpflichtungen nicht nachkommt, wird mit einer Haftstrafe von einem Monat bis sechs Monate und einer Geldstrafe von 100 bis BEF 500 000, oder mit nur einer dieser Strafen, bestraft.

Jede Person, die verpflichtet ist, kraft den Artikeln 7, 17 und 18 Informationen zu liefern, den ihr zukommenden Verpflichtungen jedoch nicht nachkommt, wird mit einer Haftstrafe von einer Woche bis einen Monat und einer Geldstrafe von 100 bis BEF 5 000 BEF, oder mit nur einer dieser Strafen, bestraft.

Jede Person, die auf irgendwelche Weise die Kontrolle, so wie sie vom vorliegenden Zusammenarbeitsabkommen organisiert worden ist, beeinträchtigt, wird mit einer Haftstrafe von einem Monat bis ein Jahr und einer Geldstrafe von 100 bis BEF 1 000 000, oder mit nur einer dieser Strafen, bestraft.

Art. 34 - Die natürlichen und juristischen Personen privaten Rechts sind haftpflichtig für die Geldstrafen und sonstigen Kosten, einschließlich der mit den gegen ihre Bediensteten oder ihre Verwalter, Geschäftsführer, Liquidatoren oder Mandatsträger verkündeten Verurteilungen verbundenen Gerichtskosten.

KAPITEL VIII — Schlußbestimmungen

Art. 35 - Um die Streitfälle zu schlichten, die bei der Auslegung und der Durchführung des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens auftreten könnten, wird eine Zusammenarbeitsgerichtsstelle eingerichtet, die aus einem Vertreter jeder Region zusammengesetzt ist. Diese Vertreter werden von ihrer jeweiligen Regierung bezeichnet.

Die Betriebskosten dieser Zusammenarbeitsgerichtsstelle werden von jeder Regionalregierung übernommen unter Anwendung des in Artikel 16bis, § 1 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 zur Finanzierung der Gemeinschaften und der Regionen erwähnten Verteilungsschlüssels.

Das von dieser Gerichtsstelle angewandte Verfahren entspricht den Bestimmungen des Gesetzes vom 23. Januar 1989 über die in den Artikeln 92bis, § 5 und 6, und 94 §, 3 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen erwähnte Gerichtsstelle.

Art. 36 - Das vorliegende Zusammenarbeitsabkommen tritt sofort nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Die Verantwortlichen für Verpackungsabfälle industrieller Herkunft unterliegen der Rücknahmepflicht nach Artikel 6 erst ein Jahr nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens.

Die für Verpackungen verantwortlichen Einzelhändler unterliegen der Rücknahmepflicht nach Artikel 6 und der Informationspflicht nach Artikel 17 erst drei Jahre nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens.

Brüssel, den 30. Mai 1996

Der Minister der Umwelt und der Wasserpolitik, der Renovierung,
der Naturerhaltung und der öffentlichen Sauberkeit für die Region Brüssel-Hauptstadt
D. GOSUIN

Der Minister der Umwelt und der Beschäftigung für die Flämische Region
Th. KELCHERMANS

Der Wallonische Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft
G. LUTGEN

Der Minister-Vorsitzende der Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt, beauftragt mit den lokalen Behörden,
der Beschäftigung, dem Wohnungswesen und den Denkmälern und Landschaften
Ch. PICQUE

Der Minister-Vorsitzende der Flämischen Regierung,
Flämische Minister der Außenpolitik, der Europäischen Angelegenheiten, der Wissenschaften und der Technologie
L. VAN DEN BRANDE

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung, beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel,
den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe
R. COLLIGNON

VERTALING
MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 97 — 434

IC - 97/270381

**16 JANUARI 1997. — Decreet houdende goedkeuring van het samenwerkingsakkoord
betreffende de preventie en het beheer van verpakkingsafval (1)**

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Enig artikel. Het samenwerkingsakkoord betreffende de preventie en het beheer van verpakkingsafval dat op 30 mei 1996 te Brussel is gesloten tussen de Regering van het Vlaamse Gewest, de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Regering van het Waalse Gewest, wordt goedgekeurd.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 16 januari 1997.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,
M. LEBRUN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCION

Samenwerkingsakkoord betreffende de preventie en het beheer van verpakkingsafval

Gelet op de Richtlijn van de Raad 75/442/EEG van 15 juli 1975 betreffende afvalstoffen, zoals gewijzigd door de Richtlijn 91/156/EEG van 18 maart 1991;

Gelet op de Richtlijn van het Europees Parlement en de Raad 94/62/EG van 20 december 1994 betreffende verpakking en verpakkingsafval;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 op de hervorming van de instellingen zoals gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en meer in het bijzonder artikel 92bis, § 1 en artikel 6, § 1, II, 2° en de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur;

Gelet op het decreet van de Vlaamse Raad van 2 juli 1981 betreffende de voorkoming en het beheer van afvalstoffen, het decreet van de Waalse Gewestraad van 5 juli 1985 betreffende de afvalstoffen en de Ordonnantie van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad van 7 maart 1991 betreffende de preventie en het beheer van afvalstoffen;

Overwegende dat verpakkingsafval een belangrijk deel uitmaakt van de afvalstoffen die ontstaan op het Belgisch grondgebied en dat het van essentieel belang is dat allen die bij de productie, het gebruik, de invoer en de distributie van verpakte goederen betrokken zijn, er meer van bewust worden in welke mate verpakkingen afval worden, en dat zij volgens het beginsel "de vervuiler betaalt" de verantwoordelijkheid voor dergelijk afval aanvaarden;

Overwegende dat een persoon van privaatrecht aan wie de uitvoering van de verplichtingen van de verpakkingsverantwoordelijken met betrekking tot huishoudelijk afval wordt toevertrouwd, een taak als openbare dienst vervult, onder controle vanwege het openbaar gezag;

Overwegende dat het beheer van verpakkingsafval overeenkomstig het afvalstoffenbeleid van de Europese Unie en van de gewesten als eerste prioriteit de preventie van verpakkingsafval omvat en als verdere grondbeginselen het hergebruik van verpakkingen, de recyclage en andere vormen van nuttige toepassing van verpakkingsafval, en daardoor de vermindering van de definitieve verwijdering van dergelijk afval;

Overwegende dat het noodzakelijk is om in de drie gewesten gezamenlijk maatregelen betreffende de preventie en het beheer van verpakkingsafval te nemen teneinde, enerzijds, de milieueffecten van dergelijk afval te voorkomen of te verminderen, zodat een hoog niveau van milieubescherming wordt bereikt zonder dat, anderzijds, de Belgische economische unie en monetaire eenheid wordt verstoord;

Overwegende dat alleen een samenwerkingsakkoord met kracht van wet een voldoende garantie biedt om over het ganse Belgische grondgebied een uniforme regeling te treffen,

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Dit samenwerkingsakkoord is rechtstreeks toepasselijk in het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, het Vlaamse Gewest en het Waalse Gewest.

Behoudens andersluidende bepalingen doet dit samenwerkingsakkoord geen afbreuk aan de geldende gewestelijke wetgeving betreffende de voorkoming en het beheer van afvalstoffen.

(1) *Zitting 1996-1997 :*

Stukken van de Raad 162 (1995-1996) nrs. 1 en 2.

Volledig verslag, openbare vergadering van 15 januari 1997.

Bespreking, Stemming.

Dit samenwerkingsakkoord doet geen afbreuk aan de bevoegdheden van de gemeenten of de agglomeraties inzake volksgezondheid en de veiligheid op de openbare weg.

Dit samenwerkingsakkoord is van toepassing op de verwijdering en de verwerking van verpakkingsafval van zowel huishoudelijke oorsprong als van bedrijfsmatige oorsprong, zonder hierbij evenwel afbreuk te doen aan de mogelijkheid voor de gemeenten en de Brusselse agglomeratie om in het kader van hun bevoegdheden aanvullende reglementeringen betreffende de inzameling van verpakkingsafval uit te vaardigen.

Art. 2. Voor de toepassing van dit samenwerkingsakkoord wordt verstaan onder :

1° "Verpakking" : alle produkten, vervaardigd van materiaal van welke aard, die kunnen gebruikt worden voor het insluiten en beschermen van goederen, van grondstoffen tot afgewerkte produkten, over het gehele traject van producent tot consument of gebruiker en voor het aanbieden van deze goederen;

2° "Verkoop- of primaire verpakking" : alle verpakking die aldus is ontworpen dat zij voor de eindgebruiker of consument op het verkooppunt een verkoopenheid vormt;

3° "Verzamel- of secundaire verpakking" : alle verpakking die aldus is ontworpen dat zij op het verkooppunt een verzameling van een aantal verkoopenheden vormt, ongeacht of de ze als dusdanig aan de eindgebruiker of de consument wordt verkocht, dan wel alleen dient om de rekken op het verkooppunt bij te vullen; deze verpakking kan van het produkt worden verwijderd zonder dat dit de kenmerken ervan beïnvloedt;

4° "Verzend- of tertiaire verpakking" : alle verpakking die zo is ontworpen dat het verladen en het vervoer van een aantal verkoopenheden of verzamelverpakkingen wordt vergemakkelijkt om fysieke schade door verlading of transport te voorkomen. Weg-, spoor-, scheeps- of vliegtuigcontainers worden niet als verzendverpakking beschouwd;

5° "Verpakkingsafval" : alle verpakking of verpakkingsmateriaal waarop de definitie van afvalstoffen in Richtlijn 75/442/EEG van toepassing is met uitzondering van produktiereststoffen;

6° "Verpakkingsafval van huishoudelijke oorsprong" : verpakkingsafval afkomstig van de normale werking van huishoudens en verpakkingsafval die hiermee gelijkgesteld is. De drie gewestregeringen stellen een gemeenschappelijke lijst op van verpakkingsafvalstoffen gelijkgesteld met verpakkingsafval van huishoudelijke oorsprong;

7° "Verpakkingsafval van bedrijfsmatige oorsprong" : verpakkingsafval dat niet kan beschouwd worden als verpakkingsafval van huishoudelijke oorsprong;

8° "Herbruikbare verpakking" : iedere verpakking die bestemd en ontworpen is om binnen haar levensduur een minimum aantal omlopen te maken, opnieuw wordt gevuld of gebruikt voor hetzelfde doel als waarvoor zij is ontworpen, al dan niet met gebruik te maken van op de markt verkrijgbare produkten met behulp waarvan de verpakking bijgevoerd kan worden; dergelijke hergebruikte verpakking wordt verpakkingsafval wanneer zij niet langer hergebruikt wordt;

9° "Eenmalige verpakking" : iedere verpakking die geen herbruikbare verpakking is als bedoeld sub 8°;

10° "Verpakkingsmateriaal" : enkelvoudig of samengesteld materiaal van natuurlijke of kunstmatige herkomst waaruit een verpakking is samengesteld;

11° "Preventie" : de vermindering van de hoeveelheid en van de schadelijkheid voor het milieu van :

a) materialen en stoffen gebruikt in verpakking en verpakkingsafval,

b) verpakking en verpakkingsafval op het niveau van het productieproces en in de fase van het in de handel brengen, de distributie, het gebruik, de nuttige toepassing en de verwijdering, in het bijzonder door de ontwikkeling van niet vervuilende produkten en technieken;

12° "Nuttige toepassing" : elke handeling voorzien in de bijlage II. B van de Richtlijn 75/442/EEG betreffende afvalstoffen;

13° "Terugwinning van energie" : het gebruik van brandbaar verpakkingsafval om energie op te wekken door directe verbranding met of zonder andere afvalstoffen, maar met terugwinning van warmte;

14° "Recyclage" : het in een productieproces opnieuw verwerken van afvalmaterialen voor het oorspronkelijke doel of voor andere doeleinden, met inbegrip van organische recyclage maar uitgezonderd terugwinning van energie;

15° "Organische recyclage" : aërobe behandeling (compostering), of anaërobe behandeling (biomethaanvorming), via micro-organismen en onder gecontroleerde omstandigheden van biologisch afbreekbare bestanddelen van verpakkingsafval, waarbij gestabiliseerde organische reststoffen of methaan tot stand komen. Storten wordt niet als organische recyclage beschouwd;

16° "Verwijdering" : elke handeling voorzien in de bijlage II.A van de Richtlijn 75/442/EEG betreffende afvalstoffen;

17° "Inzameling" : het ophalen, het sorteren of het samenvoegen van afvalstoffen;

18° "Terugnamplicht" : de aan de verpakkingsverantwoordelijke opgelegde verplichting om, in het licht van de doelstellingen van dit samenwerkingsakkoord, de quota's voor nuttige toepassing en recyclage zoals bepaald in artikel 3, §§ 2 en 3, van dit samenwerkingsakkoord te bereiken;

19° "Verpakkingsverantwoordelijke" :

a) elke persoon die zijn produkten heeft verpakt of heeft doen verpakken in België met het oog op of naar aanleiding van het op de Belgische markt brengen ervan;

b) in het geval de produkten die in België op de markt zijn gebracht, niet in België werden verpakt, de invoerder van de verpakte produkten die deze goederen niet verbruikt;

c) voor wat betreft verpakkingsafval van bedrijfsmatige oorsprong van produkten die niet verpakt zijn door een persoon bedoeld in a), en die niet werden ingevoerd door een persoon bedoeld in b), diegene die de verpakte produkten verbruikt;

20° "Verkoper" : elke persoon die, met het oog op de verkoop, verpakte goederen aanbiedt aan de consument in België;

21° "Kleinhandelaar" : de natuurlijke of rechtspersoon die in het openbaar produkten en goederen verkoopt op één of meerdere verkooppunten waarvan de gecumuleerde verkoops- of verbruiksoppervlakte minder is dan of gelijk is aan 200 m²;

22° "Erkend organisme" : de overeenkomstig de artikelen 9 en 10 van dit samenwerkingsakkoord erkende rechtspersoon die de terugnameplicht van de verpakkingsverantwoordelijken op zich neemt;

23° "Interregionale Verpakkingscommissie" : de commissie bedoeld in artikel 22 van dit samenwerkingsakkoord en belast met sommige taken van bestuur, toezicht en advies in het kader hiervan;

24° "Bevoegde gewestelijke administratie" : voor wat betreft het Vlaamse Gewest, de Openbare Afvalstoffenmaatschappij voor het Vlaamse Gewest; voor wat betreft het Waalse Gewest, la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne; voor wat betreft het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, het Brussels Instituut voor Milieubeheer;

25° "Gewestelijk afvalstoffenplan" : het plan of de plannen aangenomen op gewestelijk niveau in uitvoering van artikel 7 van de Richtlijn 75/442/EEG betreffende afvalstoffen en van artikel 14 van de Richtlijn 94/62/EG van het Europees Parlement en de Raad betreffende verpakkingen en verpakkingsafval.

Art. 3. § 1. Dit samenwerkingsakkoord is van toepassing op alle verpakkingsafval van verzend-, verzamel- en verkoopverpakkingen, en heeft tot doel :

1° het voorkomen en het verminderen van de productie of van de schadelijkheid van verpakkingsafval;

2° het waarborgen dat het aandeel van de herbruikbare verpakkingen voor dezelfde goederen die in de handel zijn gebracht, niet vermindert in vergelijking tot het voorgaande jaar en het waarborgen dat het totale gewicht van de eenmalige verpakkingen voor dezelfde goederen die in de handel zijn gebracht, vermindert in vergelijking tot het voorgaande jaar;

3° het bevorderen van het hergebruik en het bevorderen en zo nodig opleggen van de nuttige toepassing, in het bijzonder de recyclage, teneinde de verbranding zonder terugwinning van energie en het storten van verpakkingsafval te vermijden of te beperken;

4° het ten laste leggen van de verpakkingsverantwoordelijken, binnen de grenzen en modaliteiten van dit samenwerkingsakkoord, van de totale en reële kosten van de inzameling, nuttige toepassing en verwijdering van verpakkingsafval, door middel van het opleggen van een terugnameplicht;

5° het opleggen en het organiseren van een informatieverplichting in hoofde van de verpakkingsverantwoordelijken en andere personen betrokken bij de productie, het in de handel brengen van verpakte goederen of het terugnemen van verpakkingsafval.

§ 2. De minimale globale percentages van nuttige toepassing en recyclage van verpakkingsafval uitgedrukt in gewichtsperscentage ten opzichte van het totale gewicht van de in België op de markt gebrachte eenmalige verpakkingen zijn :

voor het jaar 1996 :

- recyclage : 35 %
- totale nuttige toepassing : 50 %

voor het jaar 1997 :

- recyclage : 40 %
- totale nuttige toepassing : 60 %

voor het jaar 1998 :

- recyclage : 45 %
- totale nuttige toepassing : 70 %

voor het jaar 1999 :

- recyclage : 50 %
- totale nuttige toepassing : 80 %

Deze percentages moeten bereikt worden in elk van de gewesten en dit zowel voor verpakkingsafval van huishoudelijke oorsprong als voor verpakkingsafval van bedrijfsmatige oorsprong.

De percentages van recyclage en totale nuttige toepassing die moeten worden bereikt, worden berekend overeenkomstig de door de Interregionale Verpakkingscommissie uitgewerkte methodes. Het percentage van de totale nuttige toepassing is de som van de bereikte percentages van recyclage, organische recyclage en terugwinning van energie.

Voor het jaar 1996 wordt de berekening gemaakt op basis van de periode die zich uitstrekt tussen de inwerkingtreding van huidig samenwerkingsakkoord en 31 december 1996.

Uiterlijk op 1 januari 1999 formuleert de Interregionale Verpakkingscommissie aan de gewesten voorstellen met het oog op het verhogen van de in lid 1 van deze paragraaf vermelde percentages. Deze percentages worden vastgesteld met het oog op een totale nuttige toepassing van alle verpakkingsafval en een volledige tenlastelegging van de verpakkingsverantwoordelijke van de kostprijs voor het beheer van verpakkingsafval.

§ 3. Vóór 1 januari 1998 dient voor elke soort van verpakkingsmateriaal, zowel voor de verpakkingen van huishoudelijke oorsprong als voor de verpakkingen van bedrijfsmatige oorsprong, een recyclagepercentage van minimaal 15 % te worden bereikt, in verhouding tot het totale gewicht van elk van de materialen van eenmalige verpakkingen die gedurende het vorige kalenderjaar in België op de markt gebracht zijn.

HOOFDSTUK II. — Algemeen preventieplan

Art. 4. § 1. Elke verpakkingsverantwoordelijke bedoeld in artikel 2, 19°, a) die per jaar met minstens 10 ton verpakkingen goederen heeft verpakt of doen verpakken, is gehouden om elke drie jaar en voor het eerst één jaar na de inwerkingtreding van dit samenwerkingsakkoord, een algemeen preventieplan voor te leggen aan de Interregionale Verpakkingscommissie.

Dit plan bevat de door de verpakkingsverantwoordelijke voorziene maatregelen inzake preventie overeenkomstig de gewestelijke afvalstoffenplannen. Het beschrijft met name de voorziene maatregelen en de becijferde doelstellingen betreffende :

- a) de toename van de hoeveelheid recycleerbare verpakkingen in verhouding tot de hoeveelheid niet-recycleerbare verpakkingen;
- b) de toename van de hoeveelheid herbruikbare verpakkingen in verhouding tot de hoeveelheid eenmalige verpakkingen;
- c) de verbetering van de fysische eigenschappen en kenmerken van de verpakking om deze hetzij onder de normaal te verwachten gebruiksvoorwaarden verschillende omlopen of bewegingen te laten doorstaan, hetzij te recycleren;
- d) de verbetering van de fysische eigenschappen en de chemische samenstelling van de verpakking met het oog op de vermindering van het schadelijk karakter van de materialen die deze bevat, en de vermindering van de invloed op het leefmilieu tijdens het beheer van verpakkingsafval;
- e) de vermindering van de hoeveelheid eenmalige verpakkingen.

§ 2. Per sector van economische activiteit kan de verpakkingsverantwoordelijke zoals bedoeld in § 1 bij overeenkomst die verplichtingen die voortvloeien uit dit artikel, toevertrouwen aan een rechtspersoon. De gewestregeringen kunnen op voorstel van de Interregionale Verpakkingscommissie de voorwaarden van deze delegatie bepalen.

Art. 5. § 1. De Interregionale Verpakkingscommissie evalueert elk algemeen preventieplan en geeft in voorkomend geval haar goedkeuring of weigering.

In geval van weigering moet het niet goedgekeurde preventieplan opnieuw worden ingediend binnen de termijn bepaald door de Interregionale Verpakkingscommissie, rekening houdend met de door de Interregionale Verpakkingscommissie geformuleerde opmerkingen.

HOOFDSTUK III. — Het beheer van verpakkingsafval

Afdeling 1 — Terugnameplicht van de verpakkingsverantwoordelijken

Art. 6. Elke verpakkingsverantwoordelijke is onderworpen aan de terugnameplicht.

Indien de verpakkingsverantwoordelijke de persoon is bedoeld in artikel 2, 19°, a) of b), worden de percentages bepaald in artikel 3, §§ 2 en 3, uitgedrukt in gewichtspercentages ten opzichte van het totale gewicht van de eenmalige verpakkingen die door de verpakkingsverantwoordelijke gedurende het vorige kalenderjaar in de handel werden gebracht.

Indien de verpakkingsverantwoordelijke de persoon is bedoeld in artikel 2, 19°, c), worden de percentages bepaald in artikel 3, §§ 2 en 3, uitgedrukt in gewichtspercentages ten opzichte van het totale gewicht van de eenmalige verpakkingen die afkomstig zijn van de door de verpakkingsverantwoordelijke verbruikte goederen, die niet verpakt werden door een persoon bedoeld in artikel 2, 19°, a) of ingevoerd door een persoon bedoeld in artikel 2, 19°, b).

Art. 7. § 1. De verpakkingsverantwoordelijke kan voor de uitvoering van artikel 6 zelf zijn plicht vervullen of, in voorkomend geval, een overeenkomst afsluiten met een rechtspersoon van publiek- of privaatrecht voor wat betreft de gehele of gedeeltelijke uitvoering van zijn terugnameplicht.

In dit geval is hij verplicht om binnen de 6 maanden na de inwerkingtreding van dit samenwerkingsakkoord aan de Interregionale Verpakkingscommissie mee te delen op welke wijze hij zijn terugnameplicht vervult of op welke wijze de derde persoon met wie hij een overeenkomst heeft gesloten, de realisatie van zijn individuele terugnameplicht mogelijk maakt.

Deze informatie wordt jaarlijks voor 31 maart overgemaakt. In voorkomend geval wordt elke verandering in de gebruikte werkwijze vermeld.

Voor wat betreft het verpakkingsafval van huishoudelijke oorsprong doet de uitvoering van de terugnameplicht zoals bedoeld in lid 1 geen afbreuk aan de bevoegdheden van de rechtspersoon van publiekrecht die verantwoordelijk is voor de inzameling van huishoudelijke afvalstoffen op de openbare weg.

§ 2. De Interregionale Verpakkingscommissie evalueert en geeft, in voorkomend geval, haar goedkeuring of weigering aan de wijze waarop de verpakkingsverantwoordelijke, zoals bedoeld in § 1 van dit artikel, zijn terugnameplicht naleeft. Zij kan te allen tijde bijkomende informatie opvragen.

Art. 8. Onverminderd de toepassing van de andere bepalingen van dit samenwerkingsakkoord kan elke verpakkingsverantwoordelijke die niet individueel aan de terugnameplicht overeenkomstig artikel 7 wenst te voldoen, een erkend organisme als bedoeld in artikel 10 gelasten met de uitvoering van zijn terugnameplicht.

De kleinhandelaars die verpakkingsverantwoordelijke zijn, kunnen een natuurlijke of een rechtspersoon machtigen hen te vertegenwoordigen bij het erkend organisme.

De verpakkingsverantwoordelijke wordt geacht te voldoen aan de terugnameplicht indien hij, rechtstreeks of door middel van een natuurlijke of rechtspersoon die gemachtigd is hem te vertegenwoordigen, een overeenkomst gesloten heeft met dit erkend organisme en deze laatste voldoet aan de verplichtingen die worden opgelegd krachtens artikel 12, 2°.

Afdeling 2. — De erkende organismen

Subafdeling 1. — Erkenning van een organisme

Art. 9. De erkenning van een organisme dat door verpakkingsverantwoordelijken kan worden gelast om hun verplichtingen voortvloeiend uit artikel 6 te vervullen, kan alleen worden toegekend aan een rechtspersoon die aan de volgende voorwaarden voldoet :

1° opgericht zijn als vereniging zonder winstgevend doel conform de wet van 27 juni 1921 waarbij aan de verenigingen zonder winstgevend doel en aan de instellingen van openbaar nut rechtspersoonlijkheid wordt verleend;

2° als uitsluitend statutair doel hebben het voor rekening van de leden ten laste nemen van de terugnameplicht krachtens artikel 6 van dit akkoord;

3° de beheerders of de personen die de vereniging kunnen verbinden, dienen hun burgerlijke en politieke rechten te bezitten;

4° de beheerders of de personen die de vereniging kunnen verbinden, mogen niet veroordeeld zijn voor een inbreuk op de milieuwetgeving van de gewesten of van een lidstaat van de Europese Unie;

5° over de nodige middelen beschikken om de terugnameplicht te vervullen.

Art. 10. § 1. De aanvraag tot het bekomen van een erkenning moet per aangetekend schrijven met ontvangstbewijs in 10 exemplaren worden ingediend bij de Interregionale Verpakkingscommissie.

§ 2. De aanvraag bevat volgende informatie :

1° kopie van de statuten zoals gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad*;

2° een financieel plan en een begroting voor de duur van de erkenning waarin onder meer de volgende gegevens zijn opgenomen:

- de schatting van de opbrengsten, per kilo, van de produkten die door de recyclageketens worden gegenereerd;
- de wijze waarop de bijdragen worden berekend en geëvalueerd, de hoogte van de bijdragen die de reële kosten dekken van de verplichtingen van het organisme dat de erkenning aanvraagt, alsmede per materiaal, de wijze waarop de inning gebeurt;
- de voorwaarden en de modaliteiten om de bijdragen te herzien in functie van de wijziging van de verplichtingen die in toepassing van dit samenwerkingsakkoord ten laste van het erkend organisme gelegd worden;

- de wijze waarop de opbrengsten worden toegewezen ten voordele van de werking van het systeem, onder meer door de samenstelling van eventuele reserves;
- de schatting van de uitgaven;
- de financiering van de eventuele verliezen;
- 3° het geografisch gebied dat zal bestreken worden;
- 4° de aard van de afvalstoffen;
- 5° een ontwerp van modelcontract dat door het erkend organisme met de verpakingsverantwoordelijken moet afgesloten worden om de terugnameplicht op zich te nemen;
- 6° indien de erkenning betrekking heeft op verpakingsafval van huishoudelijke oorsprong, een modelcontract in overeenstemming met de gewestelijke afvalstoffenplannen dat moet afgesloten worden met de rechtspersonen van publiekrecht die, voor wat hun grondgebied betreft, verantwoordelijk zijn voor de inzameling van de huishoudelijke afvalstoffen. Dit modelcontract dient te bepalen :
 - de modaliteiten voor de inzameling van verpakingsafval van huishoudelijke oorsprong en voor het ten laste nemen van de totaliteit van de ingezamelde verpakingsafvalstoffen;
 - de minimale technische voorwaarden per materiaal of per afvalstoffensoort voor de sortering, de planning en de organisatie van de afvoer evenals de verkoop van de gesorteerde materialen hetzij door de desbetreffende rechtspersoon van publiekrecht, hetzij door de ketens voorgesteld door het erkend organisme;
 - de voorwaarden en de modaliteiten voor de vergoeding van de reële en volledige kostprijs, met inbegrip van de algemene kosten, van de handelingen uitgevoerd door de rechtsperso(o)n(en) van publiekrecht, met inbegrip van de terugwinning van energie en de verwijdering van de reststoffen van deze handelingen; communicatie voor wat betreft de praktische modaliteiten betreffende de inzameling van verpakingsafvalstoffen;
 - de wijze waarop het organisme tewerkstelling wil garanderen en ontwikkelen in de verenigingen of vennootschappen met een sociaal oogmerk en met als maatschappelijk doel de recyclage en de nuttige toepassing van verpakingsafval;
- 7° indien de erkenning betrekking heeft op verpakingsafval van bedrijfsmatige oorsprong, een studie met betrekking tot de technische middelen en infrastructuur die toelaten om elk jaar van de duur van de gevraagde erkenning de percentages te bereiken die in dit akkoord voorzien zijn en een studie met betrekking tot de wijze waarop het organisme tewerkstelling wil garanderen en ontwikkelen in de verenigingen of vennootschappen met een sociaal oogmerk en met als maatschappelijk doel de inzameling, de recyclage en de nuttige toepassing van verpakingsafval.

§ 3. De Interregionale Verpakingscommissie beslist binnen de 6 maanden na ontvangst van de aanvraag,

Indien het aanvraagdossier onvolledig is, indien het niet alle punten vermeld in §§ 1 en 2 bevat of indien de Interregionale Verpakingscommissie bijkomende informatie vraagt, wordt deze termijn geschorst tot op het ogenblik dat, per aangetekend schrijven met ontvangstbewijs, het dossier vervolledigd wordt of de gevraagde informatie verstrekt wordt.

§ 4. De erkenning bepaalt de voorwaarden waaraan het organisme moet voldoen.

De erkenning geldt voor een termijn van maximum 5 jaar. Elke erkenningsbeslissing die een kortere termijn dan 5 jaar voorziet, dient gemotiveerd te zijn. Elke beslissing inzake de erkenning wordt bij uittreksel gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad*.

De erkenning kent slechts een aanvang indien de voorwaarde bepaald in artikel 12, 3° vervuld is.

Subafdeling 2. Financiële zekerheden te stellen door de erkende organismen voor wat betreft verpakingsafval van huishoudelijke oorsprong

Art. 11. § 1. De Interregionale Verpakingscommissie stelt in de erkenning van het erkend organisme voor het verpakingsafval van huishoudelijke oorsprong de hoogte van de financiële zekerheden vast die overeenstemt met de geraamde kosten voor het ten laste nemen gedurende één jaar van de terugnameplicht, gedurende het laatste jaar van de erkenning, door rechtspersonen van publiekrecht.

§ 2. Iedere financiële zekerheid dient binnen een termijn van zestig werkdagen na de goedkeuring van de overeenkomst door de gewestregering, overeenkomstig artikel 13, § 2, te worden gesteld bij de Interregionale Verpakingscommissie ten voordele van elke rechtspersoon van publiekrecht die, voor wat zijn grondgebied betreft, verantwoordelijk is voor de inzameling van huishoudelijke afvalstoffen. Voor elk van de rechtspersonen van publiekrecht wordt een rekening geopend op naam van de Interregionale Verpakingscommissie.

De financiële zekerheid kan gesteld worden door middel van een storting op de rekening van de Deposito- en Consignatiekas of door een bankgarantie. In beide gevallen bepaalt het erkend organisme dat de financiële zekerheid voor het geheel of een deel opeisbaar is bij eenvoudig en gemotiveerd verzoek door de Interregionale Verpakingscommissie in geval van niet-uitvoering van de verplichtingen.

Ingeval de financiële zekerheid bestaat uit een bankgarantie, moet deze zijn uitgegeven door een kredietinstelling die erkend is hetzij door de Commissie voor het Bank- en Financieuzen, hetzij door een overheid van een lidstaat van de Europese Unie die gemachtigd is kredietinstellingen te controleren.

Het erkend organisme is gehouden om jaarlijks de financiële zekerheid te verhogen met de intresten die gedurende het voorgaande jaar zijn voortgebracht. Indien de financiële zekerheid bestaat uit een bankgarantie, wordt deze verhoogd met een bedrag gelijk aan de intresten die het bedrag van de zekerheid zou hebben voortgebracht indien zij gestort zou zijn bij de Deposito- en Consignatiekas.

§ 3. Bij gedeeltelijke of gehele niet-uitvoering van de verplichtingen ten laste van het erkend organisme kan zowel op eigen initiatief of naar aanleiding van een administratieve sanctie de Interregionale Verpakingscommissie de vrijgave vragen van het geheel of een gedeelte van de financiële zekerheid tot vergoeding van de kosten door de rechtspersonen van publiekrecht gemaakt voor de uitvoering van de verplichtingen die ten laste vallen van het erkend organisme.

§ 4. De financiële zekerheid wordt slechts vrijgegeven :

- 1° wanneer bij het verstrijken van de erkenning de hernieuwing niet is aangevraagd door het erkend organisme, en
- 2° wanneer de Interregionale Verpakingscommissie heeft vastgesteld dat alle verplichtingen werden vervuld door het erkend organisme.

Subafdeling 3. — Verplichtingen ten laste van de erkende organismen

Art. 12. Het erkend organisme is gehouden tot :

- 1° het voldoen aan de voorwaarden van de erkenning;
- 2° het bereiken voor het geheel van de verpakingsverantwoordelijken die een overeenkomst hebben gesloten, van de verplichtingen van recyclage en nuttige toepassing voorzien in artikel 3, §§ 2 en 3. Deze percentages worden uitgedrukt in gewichtspercentage ten opzichte van het totaal gewicht van de eenmalige verpakkingen waarvoor hun contractanten verpakingsverantwoordelijke zijn;
- 3° het sluiten van een verzekeringscontract tot dekking van de schade die uit de voorgenomen activiteiten kan voortvloeien;
- 4° het innen van de bijdrage van de contractanten, op niet discriminerende wijze, teneinde de reële en volledige kosten van de verplichtingen die hem ten laste vallen overeenkomstig het huidig akkoord te dekken;
- 5° het jaarlijks neerleggen bij de Interregionale Verpakingscommissie van de balansen en de resultaatsrekeningen van het voorbije jaar en de begroting voor het volgend jaar, binnen de termijnen bepaald door en in de vorm voorgeschreven door de Interregionale Verpakingscommissie.

Art. 13. § 1. Indien de terugnameplicht betrekking heeft op verpakingsafval van huishoudelijke oorsprong, vervult het erkend organisme een taak van openbare dienst en dient het, naast de in artikel 12 voorziene verplichtingen, ook :

- 1° op een homogene wijze het gehele Belgische grondgebied te bestrijken waar de verpakingsverantwoordelijken hun producten in de handel brengen, op een wijze dat de inzameling, de nuttige toepassing en de verwijdering van de teruggenomen afvalstoffen gewaarborgd is, of, in voorkomend geval, het bewijs te leveren van een overeenkomst dienaangaande met derden;
- 2° jaarlijks, tijdens de duur van de gevraagde erkenning, op een homogene wijze de percentages bepaald in artikel 3, §§ 2 en 3, van dit akkoord te bereiken;
- 3° in elk gewest een gelijkwaardig percentage van de bevolking te bedienen;
- 4° de bijdrage van de contractanten te berekenen per verpakingsmateriaal in verhouding tot :
 - de reële en volledige kosten verbonden aan elk materiaal;
 - de opbrengsten van de verkoop van de ingezamelde en gesorteerde materialen;
 en dit met het oog op de financiering van de reële en volledige kostprijs van :
 - de bestaande en nog te verwezenlijken inzamelingen volgens de modaliteiten bepaald door de rechtspersoon van publiekrecht die voor zijn grondgebied verantwoordelijk is voor de inzameling van huishoudelijke afvalstoffen;
 - de operationele informatie en de sensibilisatie betreffende deze inzamelingen bij het publiek;
 - de sortering van het ingezameld verpakingsafval;
 - de verwijdering van de reststoffen van de sortering, de recyclage en de nuttige toepassing van het verpakingsafval alsmede het eventuele ketendeficit;
- 5° tewerkstelling te garanderen en ontwikkelen in de verenigingen en vennootschappen met een sociaal oogmerk en met als maatschappelijk doel de recyclage en de nuttige toepassing van verpakingsafval;
- 6° zich aan te passen aan de modaliteiten van inzameling bepaald door de rechtspersonen van publiekrecht voor hun grondgebied verantwoordelijk voor de inzameling van huishoudelijke afvalstoffen;
- 7° een overeenkomst te sluiten, onder de opschortende voorwaarde van de al dan niet stilzwijgende goedkeuring van de betrokken regering overeenkomstig de procedure bepaald in § 2 van dit artikel, met elke publiekrechtelijke rechtspersoon die territoriaal bevoegd is voor huishoudelijke afvalstoffen, overeenkomstig het modelcontract goedgekeurd door de Interregionale Verpakingscommissie in het kader van de erkenningsprocedure bepaald in artikel 10;
- 8° een financiële zekerheid te stellen binnen de zestig werkdagen na de goedkeuring door de gewestregering overeenkomstig § 2 van dit artikel van de overeenkomst bedoeld sub 7°;
- 9° zich ertoe te verbinden een contract, conform artikel 10, § 2, 5°, af te sluiten met elke verpakingsverantwoordelijke die hierom verzoekt.

§ 2. Binnen de tien dagen na het aangaan van een overeenkomst bedoeld in § 1, 7°, zendt de publiekrechtelijke rechtspersoon hiervan een kopie aan de gewestregering van het gebied waar zij gevestigd is, alsook aan de bevoegde gewestelijke administratie en aan de Interregionale Verpakingscommissie. De gewestregering beschikt over een termijn van zestig werkdagen om de conformiteit van deze overeenkomst met het gewestelijk afvalstoffenplan en de voorwaarden van de erkenning na te gaan en om de goedkeuring te verlenen of te weigeren. Indien bij het verstrijken van deze termijn de gewestregering geen uitspraak heeft gedaan, wordt de overeenkomst geacht te zijn goedgekeurd.

§ 3. Bij gebreke aan een akkoord tussen het erkend organisme en de publiekrechtelijke rechtspersoon betreffende het sluiten en het uitvoeren van een overeenkomst zoals bedoeld in § 1, verzoeken de betrokken partijen om een bemiddeling door de bevoegde gewestelijke administratie.

Subafdeling 4. — Controle op de erkende organismen

Art. 14. De Interregionale Verpakingscommissie kan de bedrijfsrevisoren van het erkend organisme ondervragen met het oog op het verkrijgen van elke informatie die zij wenst. Indien het erkend organisme geen bedrijfsrevisoren heeft aangeduid, kan de Interregionale Verpakingscommissie de boekhouding laten nazien door een bedrijfsrevisor die zij aanstelt. Deze opdracht wordt uitgevoerd op kosten van het erkend organisme.

Art. 15. De regering van elk gewest duidt aan en trekt de aanduiding in van een gevolmachtigde bij het erkend organisme voor verpakingsafval van huishoudelijke oorsprong, alsook van zijn vervanger, die belast wordt met de controle op de taak als openbare dienst en de verplichtingen opgelegd door dit akkoord.

De gevolmachtigden worden, op hun verzoek, gehoord door de Raad van Bestuur van het erkend organisme. Zij kunnen op elk ogenblik de bedrijfsrevisor ondervragen en kennis nemen van de boeken, de briefwisseling, de processen-verbaal en, in het algemeen, van alle documenten en alle geschriften van het erkend organisme. Zij kunnen van de bestuurders en de personeelsleden van het erkend organisme alle toelichting en elke informatie verzoeken en overgaan tot elk onderzoek dat hen noodzakelijk lijkt bij de uitoefening van hun mandaat.

Binnen een termijn van 8 werkdagen kunnen de gevolmachtigden bij de Interregionale Verpakingscommissie beroep instellen tegen elke beslissing van het erkend organisme inzake de begroting en de tarifiering.

Deze termijn gaat in op de dag van de vergadering waarop de beslissing werd genomen, voor zover de gevolmachtigden hiervoor op regelmatige wijze werden uitgenodigd en, in het andere geval, op de dag waarop zij van de beslissing kennis kregen. Het beroep is schorsend. Indien binnen een termijn van dertig werkdagen ingaande op dezelfde dag als de termijn bedoeld in lid 3, de Interregionale Verpakkingscommissie zich niet heeft uitgesproken, wordt de bestreden beslissing vernietigd. De Interregionale Verpakkingscommissie betekent haar beslissing aan het erkend organisme.

Afdeling 3. — Verplichtingen ten laste van de verkopers en de verbruikers

Art. 16. § 1. Elke verkoper van verpakte huishoudelijke goederen is op zijn verantwoordelijkheid verplicht om in de hiertoe voorziene recipiënten alle verzonden verzamelverpakkingen in ontvangst te nemen die als verkoopverpakking worden aangewend en die door de consument worden teruggebracht of achtergelaten, voorzover deze verpakkingen afkomstig zijn van de producten die hij verhandeld heeft.

§ 2. Voor verpakkingsafval van bedrijfsmatige oorsprong en indien de verpakkingsverantwoordelijke de persoon is bedoeld in artikel 2, 1^o, a) of b), moet de verbruiker van de verpakte goederen :

- ofwel het verpakkingsafval teruggeven aan de verpakkingsverantwoordelijke of aan de persoon hiertoe aangeduid overeenkomstig artikel 7,
- ofwel het verpakkingsafval teruggeven aan het erkend organisme hiertoe aangeduid overeenkomstig artikel 8,
- ofwel zelf het verpakkingsafval recycleren of nuttig toepassen en hiervan het bewijs leveren aan de verpakkingsverantwoordelijke, hetzij rechtstreeks, hetzij via de verkoper van de verpakte goederen.

HOOFDSTUK IV. — Informatieplicht

Afdeling 1. — De informatieverplichtingen ten aanzien van de Interregionale Verpakkingscommissie

Art. 17. § 1. De verpakkingsverantwoordelijke is gehouden om jaarlijks, uiterlijk tegen 31 maart, de volgende gegevens, respectievelijk prognoses, met betrekking tot het voorbije en het lopende kalenderjaar per verpakkingssoort mee te delen aan de Interregionale Verpakkingscommissie aan de hand van een formulier waarvan het model is vastgesteld door deze laatste :

- 1^o de totale hoeveelheid in de handel gebrachte verzend-, verzamel- en verkoopverpakkingen, uitgedrukt in kilogram, volume en aantal eenheden, en onderverdeeld in eenmalige verpakkingen en herbruikbare verpakkingen;
- 2^o de samenstelling van elk type van verpakking met vermelding van de gebruikte materialen, en minstens de aanwezigheid van de zware metalen en gerecycleerde materialen, uitgedrukt in gewichtspercentage;
- 3^o de totale hoeveelheid van verpakkingsafval, opgedeeld per materiaal, dat wordt ingezameld, gerecycleerd, nuttig toegepast, verbrand met of zonder energierecuperatie en gestort;
- 4^o de totale hoeveelheid, in gewicht en volume, opgedeeld per materiaal van de verpakking, van de in eenmalige verpakkingen in de handel gebrachte goederen;
- 5^o de totale hoeveelheid van verpakkingen, opgedeeld per materiaal, beschouwd als gevaarlijk om reden van de verontreiniging door de producten die deze bevatten.

De gegevens bedoeld sub 1^o en 4^o worden eveneens meegedeeld per gewest.

§ 2. Per sector van economische activiteit kan elke verpakkingsverantwoordelijke de informatieverplichtingen die voortvloeien uit § 1 van dit artikel, bij overeenkomst toevertrouwen aan een rechtspersoon. De gewestregeringen kunnen op voorstel van de Interregionale Verpakkingscommissie de voorwaarden van deze delegatie bepalen.

§ 3. Ingeval de verpakkingsverantwoordelijke een erkend organisme gelast met de uitvoering van zijn terugnameplicht, maakt het erkend organisme minstens de gegevens vereist in § 1, 1^o, 3^o en 4^o, van dit artikel, voor elk van zijn contractanten, over aan de Interregionale Verpakkingscommissie. Het erkend organisme kan de gegevens vereist in § 1, 3^o van dit artikel geglobaliseerd overmaken voor het geheel van zijn contractanten.

§ 4. De verpakkingsverantwoordelijke of de rechtspersoon die namens hem optreedt, is gehouden om jaarlijks, vóór 31 maart en voor het eerst 2 jaar na de inwerkingtreding van dit samenwerkingsakkoord, een evaluatie van de uitvoering van het algemeen preventieplan zoals bedoeld in hoofdstuk II van dit samenwerkingsakkoord aan de Interregionale Verpakkingscommissie mee te delen.

§ 5. Voor wat betreft het verpakkingsafval van huishoudelijke oorsprong zijn de rechtspersonen van publiekrecht die voor hun grondgebied verantwoordelijk zijn voor de inzameling van huishoudelijke afvalstoffen, gehouden om jaarlijks, vóór 31 maart en voor het eerst 12 maanden na de inwerkingtreding van dit samenwerkingsakkoord, aan de Interregionale Verpakkingscommissie de hoeveelheden en de opbrengsten van de verkoop van de gesorteerde materialen mee te delen.

Art. 18. Elk erkend organisme is gehouden om jaarlijks, vóór 31 maart en voor het eerst 6 maanden na de inwerkingtreding van dit samenwerkingsakkoord, de volgende gegevens, respectievelijk prognoses, met betrekking tot het voorbije en het lopende kalenderjaar, mee te delen aan de Interregionale Verpakkingscommissie :

- 1^o de volledige lijst van verpakkingsverantwoordelijken die in toepassing van artikel 8 een overeenkomst gesloten hebben met het erkend organisme;
 - 2^o per categorie van verpakkingsafval en per materiaal waaruit deze afvalstoffen zijn samengesteld, het totale gewicht dat in de handel werd gebracht door de contractanten, de percentages van inzameling, recyclage, nuttige toepassing en verwijdering, alsmede de quota's die hierbij werden gehaald;
 - 3^o de financiële middelen die ter beschikking gesteld worden door elke verpakkingsverantwoordelijke die in toepassing van artikel 8 een overeenkomst heeft afgesloten met het erkend organisme;
 - 4^o de financiële gegevens die gebruikt worden bij de berekening van de bijdragen.
- De gegevens bedoeld sub 2^o worden opgedeeld per gewest.

Afdeling 2. — De informatieverplichtingen ten aanzien van de consument

Art. 19. Met uitzondering van de communicatie voor wat betreft de praktische modaliteiten betreffende de inzameling van verpakkingsafval, zoals voorzien in de artikelen 10, § 2, 6°, en 13, § 1, 4° en 7°, worden alle door het erkend organisme voorgenomen acties betreffende de informatie en de sensibilisatie van de consument en betreffende publiciteit ter goedkeuring voorgelegd aan de Interregionale Verpakkingscommissie. Deze laatste beschikt over zestig werkdagen om te beslissen over de voorgenomen acties. Bij het verstrijken van de termijn en indien de Interregionale Verpakkingscommissie zich niet heeft uitgesproken, worden de voorgenomen acties geacht te zijn goedgekeurd.

Het erkend organisme kan in geen geval sponsor zijn.

Art. 20. Het aanbrengen van een logo of een tekst die de vervulling van de verplichtingen van het huidig samenwerkingsakkoord symboliseert, wordt door het erkend organisme, of door de verpakkingsverantwoordelijke indien de uitvoering van de terugnameplicht niet wordt toevertrouwd aan een erkend organisme, voorafgaandelijk ter goedkeuring voorgelegd aan de Interregionale Verpakkingscommissie. Deze laatste beschikt over zestig werkdagen om over het ontwerp van logo of tekst te beslissen. Bij het verstrijken van de termijn en indien de Interregionale Verpakkingscommissie zich niet heeft uitgesproken, wordt het ontwerp van het logo of de tekst geacht te zijn goedgekeurd.

Art. 21. § 1. De verkoper, met uitzondering van de kleinhandelaar, is gehouden om aan de in- en uitgangen, en op een duidelijk zichtbare plaats, van elk van zijn verkooppunten, een bericht aan te brengen voor de cliënteel waarop vermeld is :

1° op welke wijze hij voldoet aan de verplichting bedoeld in artikel 16, § 1;

2° de bedragen die, met het oog op de financiering van de verplichtingen van dit akkoord, door de verpakkingsverantwoordelijke of door de persoon die namens hem optreedt, worden besteed aan elke soort van verpakking die in de handel wordt gebracht op het verkooppunt.

§ 2. De verpakkingsverantwoordelijke is gehouden om aan elke verkoper die erom verzoekt, mee te delen welke bedragen met het oog op de financiering van de verplichtingen van dit akkoord worden geïnd voor elke soort van verpakking die in de handel wordt gebracht door de verkoper.

HOOFDSTUK V. — *De interregionale verpakkingscommissie en de bevoegde gewestelijke administratie*

Afdeling 1. — De Interregionale Verpakkingscommissie

Art. 22. § 1. De gewesten richten een Interregionale Verpakkingscommissie op als een gemeenschappelijke instelling, bedoeld in artikel 92bis van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 op de hervorming van de instellingen. De Commissie heeft rechtspersoonlijkheid.

De Commissie is samengesteld uit een beslissingsorgaan en uit een permanent secretariaat dat tot taak heeft het beslissingsorgaan bij te staan.

Het beslissingsorgaan is samengesteld uit negen leden. Elke gewestregering duidt aan en trekt de aanduiding in van drie effectieve leden en drie plaatsvervangers die het effectieve lid vervangen in geval van afwezigheid.

Het permanent secretariaat is samengesteld uit ambtenaren die door elke gewestregering ter beschikking worden gesteld van de Commissie voor het vervullen van administratieve en technische opdrachten die haar toekomen.

§ 2. De leden van het beslissingsorgaan en de leden van het permanent secretariaat die ter beschikking gesteld zijn door de gewestelijke regeringen, blijven onderworpen aan de statutaire bepalingen die op hen van toepassing zijn.

Art. 23. Het beslissingsorgaan van de Interregionale Verpakkingscommissie komt ten minste eenmaal per maand samen alsook op vraag van een lid. Zij zetelt slechts geldig indien de drie gewesten vertegenwoordigd zijn.

De leden van het beslissingsorgaan van de Commissie duiden elk jaar op de verjaardag van de inwerkingtreding van het samenwerkingsakkoord in hun midden een voorzitter aan, waarbij een beurtrol wordt gerespecteerd tussen de gewesten. Het secretariaat van het beslissingsorgaan wordt verzekerd door een personeelslid van het permanent secretariaat.

Elk advies, voorstel of beslissing van de Commissie moet genomen worden bij consensus, voor zover minstens één vertegenwoordiger van elk gewest aanwezig is.

Art. 24. Het jaarlijks budget van de Interregionale Verpakkingscommissie wordt ter beschikking gesteld door elk gewest overeenkomstig de verdeelsleutel gebruikt in artikel 16bis, § 1, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten.

Art. 25. § 1. Het beslissingsorgaan van de Interregionale Verpakkingscommissie :

1° keurt de algemene preventieplannen goed;

2° keurt de wijze waarop de verpakkingsverantwoordelijke die geen erkend organisme gelast heeft met de uitvoering van zijn terugnameplicht, zijn verplichtingen vervult, goed;

3° verleent, schorst of trekt de erkenning van het organisme in of wijzigt op elk ogenblik, na de vertegenwoordiger van het erkend organisme te hebben gehoord, om redenen van algemeen belang, de voorwaarden voor de uitvoering van de activiteit, zoals voorzien in de erkenning;

4° bepaalt de hoogte van elke financiële zekerheid en verzoekt om de vrijmaking ervan in geval van niet-uitvoering van de verplichtingen bedoeld in artikel 12, § 2, in overeenstemming met artikel 11 van dit akkoord;

5° keurt de door het erkend organisme voorgenomen acties goed betreffende de informatie en de sensibilisatie van de consumenten en betreffende publiciteit, met uitzondering van de communicatie voor wat betreft de praktische modaliteiten betreffende de inzameling van verpakkingsafval, zoals voorzien in de artikelen 10, § 2, 6° en 13, § 1, 4° en 7°;

6° verleent goedkeuring voor het aanbrengen van elk logo of tekst op de verpakkingen met de bedoeling de uitvoering van de verplichtingen van dit akkoord te verduidelijken;

7° bepaalt de globale referentiecijfers betreffende het gewicht van de eenmalige verpakkingen die jaarlijks in elk gewest in de handel worden gebracht, en de specifieke referentiecijfers betreffende het gewicht van eenmalige verpakkingen die jaarlijks door de verpakkingsverantwoordelijke die een overeenkomst heeft afgesloten met een erkend organisme, in de handel worden gebracht.

8° bepaalt het organogram en de regels van interne werking van het permanent secretariaat.

§ 2. De Commissie verifieert :

1° hoe de verpakkingsverantwoordelijken of de erkende organismen de minimumpercentages van nuttige toepassing en recyclage bereiken;

2° de informatie die aan haar moet medegedeeld worden krachtens de artikelen 17 en 18.

§ 3. De leden van het permanent secretariaat van de Commissie ondervragen de bedrijfsrevisoren van het erkend organisme of onderzoeken de rekeningen overeenkomstig artikel 14, en zijn gelast met het toezicht op de bepalingen van het samenwerkingsakkoord.

§ 4. De Commissie stelt jaarlijks een rapport op over haar activiteiten ten behoeve van de gewestregeringen.

Art. 26. De Interregionale Verpakkingscommissie formuleert voorstellen en/of adviezen voor de gewestregeringen over :

1° haar jaarlijkse begroting en dit elk jaar en voor de eerste keer binnen de drie maanden volgend op de inwerkingtreding van dit samenwerkingsakkoord;

2° het opleggen van hogere percentages voor nuttige toepassing en recyclage van verpakkingsafval zoals bedoeld in artikel 3, § 2;

3° het opleggen, vanaf 1 januari 1998, van verhoogde minimale percentages voor recyclage per verpakkingsmateriaal, zoals bedoeld in artikel 3, § 3;

4° het opleggen van aanvullende verplichtingen aan de verpakkingsverantwoordelijken en aan de erkende organismen met het oog op het bereiken van percentages van recyclage en nuttige toepassing die hoger zijn dan de percentages bepaald in artikel 3, § 2;

5° de vrijstelling uit het toepassingsgebied van dit samenwerkingsakkoord van bepaald verpakkingsafval om redenen van hygiëne of veiligheid of omwille van de specifieke behandeling die het vereist;

6° de berekeningsmodaliteiten van de quota's van recyclage voor drankverpakkingen zoals voorzien in hoofdstuk II van boek III van de gewone wet van 16 juli 1993 tot voltooiing van de federale staatsstructuur;

7° de wijze waarop de inning van de bijdragen en de verdeling van de financiële middelen wordt verwezenlijkt door het erkend organisme;

8° de doeltreffendheid van de ketens van recyclage en nuttige toepassing;

9° de evaluatie van het bedrag van de bijdragen die het erkend organisme vraagt aan haar contractanten;

10° de lijst van het met verpakkingsafval van huishoudelijke oorsprong gelijkgesteld verpakkingsafval.

Afdeling 2. — De bevoegde gewestelijke administraties

Art. 27. Elke bevoegde gewestelijke administratie:

1° biedt haar bemiddeling aan bij gebreke aan een akkoord tussen het erkend organisme en de rechtspersoon van publiekrecht betreffende het sluiten en het uitvoeren van een overeenkomst bedoeld in artikel 13, § 1, 7°;

2° geeft advies aan de Interregionale Verpakkingscommissie over de doeltreffendheid van de ketens van recyclage en nuttige toepassing;

3° geeft advies aan de Interregionale Verpakkingscommissie over de conformiteit van de planning van de geografische zones die door het erkend organisme worden bestreken, ten opzichte van het gewestelijk afvalstoffenplan.

HOOFDSTUK VI. — Toezicht en administratieve sancties

Afdeling 1. — Toezicht

Art. 28. § 1. Onverminderd de bevoegdheden van de officieren van gerechtelijke politie zijn de leden van het permanent secretariaat van de Interregionale Verpakkingscommissie, evenals de ambtenaren van elke bevoegde regionale administratie die zijn aangeduid door de regering, belast met het toezicht op de bepalingen van dit samenwerkingsakkoord. De processen-verbaal hebben bewijskracht tot bewijs van het tegendeel.

§ 2. Elke verpakkingsverantwoordelijke, elke verkoper en elk erkend organisme is gehouden om, op verzoek van de in de eerste paragraaf vernoemde personen, alle documenten en briefwisseling ter beschikking te stellen en mondeling of schriftelijk alle inlichtingen met betrekking tot de uitvoering van hun verplichtingen krachtens dit samenwerkingsakkoord te verstrekken.

Wanneer de documenten en briefwisseling door middel van een geïnformatiseerd systeem worden gehouden, opgemaakt, uitgereikt, ontvangen of bewaard, hebben de in de eerste paragraaf vernoemde personen het recht zich de op informatiedragers geplaatste gegevens in een leesbare en verstaanbare vorm ter inzage te doen voorleggen. De in de eerste paragraaf vernoemde personen kunnen eveneens de hiervoor vermelde persoon verzoeken om in hun bijzijn en met zijn uitrusting kopies te maken onder de door hen gewenste vorm van het geheel of een deel van de voormelde gegevens, evenals om de informaticabewerkingen te verrichten die nodig worden geacht om de controle uit te oefenen op de naleving van de verplichtingen van dit samenwerkingsakkoord.

§ 3. Elke verpakkingsverantwoordelijke, elke verkoper of elk erkend organisme is gehouden om op elk tijdstip en zonder voorafgaande verwittiging, vrije toegang te verlenen tot de ruimten waar de activiteit wordt uitgeoefend teneinde de in de eerste paragraaf vernoemde personen in staat te stellen de naleving van de verplichtingen van huidig samenwerkingsakkoord te controleren.

Als ruimten waar een activiteit wordt uitgeoefend, moeten onder meer worden beschouwd burelen, fabrieken, werkplaatsen, winkels, garages en terreinen die als fabriek, werkplaats of opslagplaats gebruikt worden.

Afdeling 2. — Schorsing en intrekking van de erkenning

Art. 29. Ingeval één van de verplichtingen voorzien in de artikelen 12 of 13 niet wordt nagekomen, kan de Interregionale Verpakkingscommissie per aangetekend schrijven een waarschuwing richten aan het erkend organisme.

De Interregionale Verpakkingscommissie kan overgaan tot schorsing of tijdelijke of definitieve intrekking van de erkenning indien :

1° geen voldoende gevolg aan de eerste waarschuwing werd gegeven;

2° de percentages voor recyclage en nuttige toepassing die het erkend organisme gehouden is te bereiken, niet werden gehaald;

3° het erkend organisme zijn informatieplicht niet heeft nageleefd;

4° het erkend organisme niet langer aan de erkenningsvereisten voldoet;

5° inbreuken op de milieuwetgeving vastgesteld worden.

De erkenning kan alleen geschorst of ingetrokken worden indien de vertegenwoordiger(s) van het erkend organisme door de Interregionale Verpakkingscommissie voorafgaandelijk werd(en) gehoord.

Afdeling 3. — Administratieve geldboete

Art. 30. § 1. Indien de persoon bedoeld in artikel 4 zijn algemeen preventieplan niet binnen de opgelegde termijnen meedeelt of bij herhaling een door de Interregionale Verpakkingscommissie onvoldoende geacht plan neerlegt, dan kunnen de leden van het permanent secretariaat van deze commissie hem overeenkomstig de regelen bepaald in artikel 31, een administratieve geldboete opleggen van BEF 10 000 voor elk plan dat niet werd meegedeeld of dat bij herhaling onvoldoende geacht wordt.

§ 2. Indien een verpakkingsverantwoordelijke of een erkend organisme de vastgestelde percentages, uitgedrukt in ton per jaar, die moeten bereikt worden conform de artikelen 6 of 12, niet bereikt binnen de opgelegde termijnen, dan kunnen de leden van het permanent secretariaat op basis van de beschikbare gegevens van de Interregionale Verpakkingscommissie en van de bevoegde gewestelijke administraties, overeenkomstig de in artikel 31 bepaalde regels, een administratieve geldboete opleggen van:

1° BEF 20 000 voor elke ton verpakkingsafval die, binnen de vooropgestelde termijnen, niet nuttig werd toegepast, of

2° BEF 30 000 voor elke ton verpakkingsafval die, binnen de vooropgestelde termijnen, niet werd gerecycleerd.

§ 3. Indien de verkoper of de verbruiker zijn verplichtingen die voortvloeien uit artikel 16 niet nakomt, dan kunnen de leden van het permanent secretariaat, overeenkomstig de in artikel 31 bepaalde regels, een administratieve geldboete opleggen waarvan het bedrag niet hoger kan zijn dan BEF 500 000.

Art. 31. § 1. De administratieve geldboetes bedoeld in artikel 30 worden vastgesteld overeenkomstig de artikelen 2 tot en met 10 en 12^{ter} tot en met 13 van de wet van 30 juni 1971 betreffende de toepasbare administratieve geldboetes bij inbreuk op sommige sociale wetten, met dien verstande dat:

a) voor de toepassing van de artikelen 2, 3, 6 tot en met 8 en 13 van de voornoemde wet met "werkgever" de verpakkingsverantwoordelijke, de verkoper of de verbruiker bedoeld in artikel 16, of het erkend organisme wordt bedoeld;

b) voor de toepassing van de artikelen 5, 7 en 13 van de voornoemde wet met "arbeidsauditeur" de procureur des Konings wordt bedoeld;

c) de ambtenaar bedoeld in de artikelen 4, 6 en 10 van de voornoemde wet, het lid (de leden) van het permanent secretariaat van de Interregionale Verpakkingscommissie is (zijn);

d) voor de toepassing van de artikelen 8 en 9 van de voornoemde wet met "arbeidsrechtbank" en "arbeidsgericht" de burgerlijke rechtbank wordt bedoeld;

e) voor de toepassing van artikel 12^{ter} van de voornoemde wet met "het artikel 1bis" het artikel 30 van dit samenwerkingsakkoord wordt bedoeld.

§ 2. De administratieve geldboete dient te worden voldaan binnen een termijn van drie maanden te rekenen vanaf de dag van de betekening van de beslissing die de administratieve geldboete oplegt. De administratieve geldboete is voldaan door storting of overschrijving op rekening van de Interregionale Verpakkingscommissie met de vermeldingen uit de beslissing die de administratieve geldboete opleggen.

§ 3. De administratieve geldboete komt toe aan de Interregionale Verpakkingscommissie.

Art. 32. De verpakkingsverantwoordelijke, de verkoper of de verbruiker bedoeld in artikel 16, of het erkend organisme die de beslissing van de bevoegde ambtenaar betwisten, kunnen bij verzoekschrift beroep aantekenen bij de burgerlijke rechtbank overeenkomstig artikel 8 van de wet van 30 juni 1971 betreffende de toepasbare administratieve geldboetes bij inbreuk op sommige sociale wetten. Dit beroep schorst de uitvoering van de beslissing niet.

HOOFDSTUK VII. — Strafbepalingen

Art. 33. Hij die gehouden is tot het opstellen van een algemeen preventieplan en de voorschriften van artikel 4 van dit samenwerkingsakkoord overtreedt, wordt gestraft met een gevangenisstraf van één week tot twee maanden en met een geldboete van BEF 100 tot BEF 5 000 of met één van deze straffen alleen.

Hij die de voorschriften van de artikelen 6, 12 en 13, § 1, van dit samenwerkingsakkoord overtreedt, wordt gestraft met een gevangenisstraf van één maand tot één jaar en met een geldboete van BEF 1 000 tot BEF 2 000 000 of met één van deze straffen alleen.

De verkoper of de verbruiker die de voorschriften van artikel 16 van dit samenwerkingsakkoord overtreedt, wordt gestraft met een gevangenisstraf van één maand tot zes maanden en met een geldboete van BEF 100 tot BEF 500 000 of met één van deze straffen alleen.

Hij die gehouden is inlichtingen te verstrekken krachtens artikel 7, 17 en 18 en zijn verplichtingen niet vervult, wordt gestraft met een gevangenisstraf van één week tot één maand en met een geldboete van BEF 100 tot BEF 5 000 of met één van deze straffen alleen.

Hij die op welke manier dan ook het toezicht zoals bepaald in dit samenwerkingsakkoord verhindert, wordt gestraft met een gevangenisstraf van één maand tot één jaar en met een geldboete van BEF 100 tot BEF 1 000 000 of met één van deze straffen alleen.

Art. 34. De natuurlijke of de privaatrechtelijke rechtspersoon is burgerrechtelijk aansprakelijk voor de geldboetes en de kosten, met inbegrip van de gerechtskosten, waartoe zijn aangestelden, beheerders, vertegenwoordigers, vereffenaars of lasthebbers veroordeeld zijn.

HOOFDSTUK VIII. — Slotbepalingen

Art. 35. Teneinde de betwistingen inzake de interpretatie en de uitvoering van dit samenwerkingsakkoord te beslechten, wordt een samenwerkingsgerecht opgericht samengesteld uit een vertegenwoordiger van elk gewest, aangeduid door hun respectieve regeringen.

De werkingskosten van het samenwerkingsgerecht worden ten laste genomen door elke gewestregering overeenkomstig de verdeelsleutel gebruikt in artikel 16bis, § 1, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten.

De procedure voor dit rechtscollege wordt gevolgd conform de bepalingen terzake van de wet van 23 januari 1989 op het rechtscollege bedoeld bij artikel 92bis, §§ 5 en 6, en artikel 94, § 3, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Art. 36. Dit samenwerkingsakkoord treedt in werking op de dag van de publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

De verpakkingsverantwoordelijken voor verpakkingsafval van bedrijfsmatige oorsprong zijn slechts onderworpen aan de terugnameplicht bedoeld in artikel 6 één jaar na de inwerkingtreding van het samenwerkingsakkoord.

De kleinhandelaars die verpakkingsverantwoordelijke zijn, zijn slechts onderworpen aan de terugnameplicht bedoeld in artikel 6 en de informatieverplichting bedoeld in artikel 17 drie jaar na de inwerkingtreding van dit samenwerkingsakkoord.

Brussel, 30 mei 1996.

De Vlaamse Minister van Leefmilieu en Tewerkstelling,
Th. KELCHTERMANS

De Brusselse Minister van Leefmilieu en Waterbeleid, Stadsvernieuwing, Natuurbehoud en Openbare Netheid,
D. GOSUIN

De Waalse Minister van Milieu, Natuurlijke Rijkdommen en Landbouw,
G. LUTGEN

De Minister-President van de Vlaamse Regering,
L. VAN DEN BRANDE

De Minister-Voorzitter van de Regering van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest,
Ch. PICQUE

De Minister-President van de Waalse Regering,
R. COLLIGNON

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERIE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[S - C - 96/31051]

24 JANVIER 1997. — Ordonnance portant approbation de l'accord de coopération concernant la prévention et la gestion des déchets d'emballages (1)

Le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée par l'article 39 de la Constitution.

Art. 2. L'accord de coopération concernant la prévention et la gestion des déchets d'emballages conclu à Bruxelles, le 30 mai 1996 entre le Gouvernement de la Région flamande, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et le Gouvernement de la Région wallonne est approuvé. Il sortira son plein et entier de son adoption dès sa publication au *Moniteur belge*.

Adopté par le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale.

(1) Session ordinaire 1995-1996.

Documents du Conseil. — A-93/1 : Projet d'ordonnance.

(1) Session ordinaire 1996-1997.

Documents du Conseil. — A-93/2 : Rapport.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 24 janvier 1997.

MINISTERIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 97 — 435

[S - C - 97/31051]

24 JANUARI 1997. — Ordonnantie houdende instemming met het samenwerkingsakkoord betreffende de preventie en het beheer van verpakkingsafval (1)

De Brusselse Hoofdstedelijke Raad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 39 van de Grondwet

Art. 2. Het samenwerkingsakkoord betreffende de preventie en het beheer van het verpakkingsafval, gesloten in Brussel. Op 30 mei 1996 tussen de Regering van het Vlaamse Gewest, de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Regering van het Waalse Gewest is goedgekeurd. Het heeft volle uitwerking met ingang van de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Aangenomen door de Brusselse Hoofdstedelijke Raad.

(1) Gewone zitting 1995-1996.

Documenten van de Raad. A-93/1 : Ontwerp van ordonnantie.

(1) Gewone zitting 1996-1997.

Documenten van de Raad. — A-93/2 : Verslag.

Volledig verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 24 januari 1997.